



# **FAITS & INSTITUTIONS ECONOMIQUES**

**COURS DESTINE AUX BACHELIERS DU SECTEUR ECONOMIQUE**

Marc FIEVET  
Maître Agrégé es  
Sciences Economiques

- Edition 2015 -

## Avant-propos

Ce syllabus est essentiellement destiné à des étudiants de l'enseignement supérieur, en particulier des sections de bachelier des domaines économique, politique et social (classification ARES). Il est le fruit de nombreuses années d'enseignement de cette matière.

Le cours comporte 9 leçons. Au début de chacune d'entre elles sont fixés les objectifs. Le syllabus se veut très complet, illustré par des graphiques et des exemples tirés de l'histoire ou de l'actualité. Des tableaux chiffrés actualisés, des fiches de lecture et des articles permettent aux étudiants d'effectuer des travaux préparatoires. Le cours a été conçu pour qu'au-delà des principes de base incontournables, certaines thématiques présentées puissent être ou non développées durant l'exposé oral.

A la fin de chaque leçon figure un résumé reprenant les points clés. Ensuite viennent les exercices et applications : d'une part, un QCM permettant surtout d'affiner la précision du raisonnement de base et l'utilisation de la terminologie, d'autre part, des exercices et des questions de réflexion, classés selon leur niveau de difficultés.

L'étudiant peut également utiliser un manuel de référence. Je recommande vivement l'ouvrage du **Professeur Charles JAUMOTTE** (Université de Namur), qui a initié des milliers d'étudiants à la science économique (dont votre serviteur) ; après plus de 30 ans d'enseignement en 1<sup>ère</sup> candidature (aujourd'hui 1<sup>ère</sup> bac), il a publié ses notes de cours dans un ouvrage très pédagogique :

### **LES MECANISMES DE L'ECONOMIE (éd de boeck).**

Cet ouvrage, complété par une partie accessible en ligne, regorge d'exemples intéressants. Il sera en outre particulièrement utile pour quelques matières incomplètement développées dans ce cours, comme la théorie du consommateur et celle du producteur, ou encore les méandres de la comptabilité nationale.

Un des problèmes rencontrés par les étudiants est « comment étudier une matière aussi volumineuse » ? Tout d'abord, il ne s'agit pas d'« étudier », mais bien d'acquérir un vocabulaire spécifique, des mécanismes de base et des outils d'analyse. De ce point de vue, **l'assistance active au cours est primordiale**. Le support *powerpoint* utilisé est téléchargeable à l'issue de chaque leçon, ce qui permet à l'étudiant de revoir le cours chez lui. Il a donc reçu un syllabus complet, il a assisté au cours, il dispose des diapos de l'exposé, d'un résumé et d'exercices, parmi lesquels les questions d'examen seront choisies (sauf QCM).

Toute remarque ou suggestion visant à améliorer ce syllabus est la bienvenue.

# PLAN DU COURS

*Leçon 1 : introduction à la science économique (6,25 p)*

## **MIcro ECONOMIE (11 p)**

*Leçon 2 : demande, offre & marchés concurrentiels (5 p)*

*Leçon 3 : le fonctionnement des marchés (4 p)*

*Leçon 4 : réflexions sur le secteur public (non indispensable à la compréhension du cours) (2 p)*

## **MACRO ECONOMIE (38 p)**

*Leçon 5 : agrégats macroéconomiques (8,5 p)*

*Leçon 6 : monnaie et notions de macroéconomie monétaire (5,5 p)*

*Leçon 7 : équilibre macroéconomique, conjoncture & politique économique (7 p)*

*Leçon 8 : inflation, chômage & politiques économiques (9 p)*

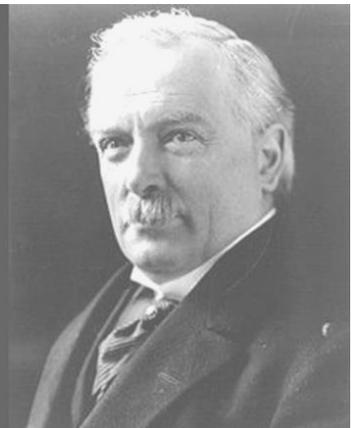
*Leçon 9 : aspects internationaux (7,5h)*

*Synthèse, révision. (1,5 p)*

1

«La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes »

- John Maynard Keynes



<sup>1</sup> Source : [www.ledevdurable.com](http://www.ledevdurable.com) ; John Maynard KEYNES (1883-1946), économiste britannique, Professeur à l'Université de Cambridge, sans doute l'économiste le plus connu au monde.

**Schéma des leçons dans le syllabus**

1. Macro-objectif(s) tel(s) que défini(s) au dossier pédagogique de l'UE EPS.
2. Déclinaison du (des) macro-objectifs en compétences et plan de la leçon.
3. Matière : théories, exemples et explications (🔴), schémas, graphiques, ...
4. Eventuellement : fiche(s) de lecture complémentaire(s), portefeuille de lectures.
5. Résumé (idées principales de la leçon).
6. QCM (avec réponses dans le syllabus, à la suite des exercices).
7. Exercices et questions de réflexion, notés selon le niveau de difficulté (\*, \*\*, \*\*\*, 🌟).

Au terme de chaque leçon,

- Powerpoint disponible sur l'intranet.
- dans les 4 semaines, réponses aux questions disponibles sur l'intranet.

**Portefeuille de lectures**

Ces lectures font partie du cours ; elles éclairent les éléments théoriques et offrent des sujets de réflexion ; il est donc indispensable de s'y attarder.

Leçon 1 :        1. Marché et régulation étatique  
                    2. La social-démocratie

Leçon 3 :        3. Le contrôle des loyers  
                    4. Les cartels

Leçon 4 :        5. Les permis de polluer

Leçon 5 :        6. Les dettes publiques

Leçon 6 :        7. Réflexions monétaires  
                    8. Taux zéro

Leçon 7 :        9. Chocs d'offre et de demande  
                    10. La fin du salariat ?  
                    11. Croissance zéro ?

Leçon 8 :        12. La déflation  
                    13. Réflexions sur le chômage

Leçon 9 :        14. Réflexions sur la « nouvelle économie » (en relation avec 10.)

**Comment « étudier » ?**

- ✓ PAS de « par cœur » !!!
- ✓ Lire systématiquement le cours, 1x, 2x, y compris les notes de bas de pages !
- ✓ Assimiler les « NOTIONS A MAÎTRISER » indiquées au début des exercices (savoir de quoi on parle !)
- ✓ Refaire les graphiques et les raisonnements, en travaillant avec le PP
- ✓ Faire un maximum d'exercices, et s'auto-évaluer à l'aide des réponses
- ✓ S'intéresser à l'actualité économique, visionner quelques sites internet renseignés.

# LEÇON 1 : INTRODUCTION A LA SCIENCE ECONOMIQUE.

## MACRO-OBJECTIFS (dossier pédagogique de l'UE)

1. présenter et d'analyser de manière critique les principaux mécanismes économiques : le circuit économique fondamental et le rôle des différents facteurs et agents ;
2. analyser et confronter les fondements des principaux mouvements théoriques (classique, marxiste) en saisissant leurs relations avec les phénomènes politiques et sociaux.

## OBJECTIFS :

Au cours de cette leçon, l'étudiant va :

- ❖ 1. se familiariser avec la notion de « science économique » ;
- ❖ 2. découvrir comment raisonnent les économistes, en distinguant les questions positives des questions normatives et en appréhendant la notion de modèle économique ;
- ❖ 3. analyser les deux lois fondamentales de l'économie : utilité marginale décroissante et rendements marginaux décroissants ;
- ❖ 4. appréhender la notion de frontière de possibilités de production (FPP) ;
- ❖ 5. expliciter des notions relatives aux deux courants théoriques fondateurs de la science économique : classicisme et marxisme ;
- ❖ 6. appréhender les problèmes économiques fondamentaux qui se posent à toute société et les systèmes d'allocation des ressources ;
- ❖ 7. analyser le rôle de l'Etat dans le système économique capitaliste.

## PLAN

### SECTION 1 : LA SCIENCE ECONOMIQUE

### SECTION 2 : LES LOIS FONDAMENTALES DE L'ECONOMIE

### SECTION 3 : LES IDEES DONNATRICES DES SYSTEMES ECONOMIQUES

### SECTION 4 : L'ORGANISATION ECONOMIQUE

RESUME & QUESTIONS DE REVISION.

**1970** 25 ans de croissance quasi ininterrompue, la Belgique connaît pratiquement le plein emploi avec seulement 50.000 chômeurs et une relative stabilité des prix, même si l'on a connu sur la période une inflation « rampante » d'environ 1%/an. Une bonne majorité de la population en a profité, les ménages se sont équipés en électro-ménager, téléviseurs, hi-fi, téléphone ; en voitures aussi, françaises, allemandes, italiennes, parfois américaines. L'énergie est abondante et bon marché. La pauvreté est en voie de disparition, pense-t-on ; l'Etat-Providence (la sécurité sociale) est généreuse pour les citoyens. La durée du travail a été abaissée à 40h/semaine, la civilisation des loisirs est en marche. L'industrie fournit de nombreux emplois, le tertiaire engage à tours de bras. Les 6 membres de l'Europe profitent de la préférence communautaire, système dans lequel les produits fabriqués par eux sont achetés de préférence aux produits étrangers, à l'encontre lesquels s'élèvent barrières douanières et tarifaires. L'enseignement secondaire s'est démocratisé, et l'enseignement supérieur devient enfin accessible à de nombreux jeunes ; notre enseignement technique est considéré comme un des meilleurs au monde. Nos voisins (France, Pays-Bas, Allemagne) ont suivi la même évolution. La situation n'est certes pas idyllique pour tout le monde, mais l'avenir s'annonce radieux pour les jeunes générations...

**2015** que reste-t-il de cela ??? Il y a 25 millions de chômeurs en Europe, au moins 500.000 en Belgique, 4 millions en France ..., pire encore dans certains pays du Sud. L'immigration massive non contrôlée aggrave la situation. La planète est en danger, pour cause de pollution. L'industrie pourvoyeuse d'emplois a coulé ; nous consommons des produits venus de l'économie mondialisée. Des millions de ménages sont pauvres, ou en voie de paupérisation, des millions vivent à crédit ; à l'opposé, les riches deviennent plus riches ... La Finance a pris le pouvoir, partout le « marché » dicte sa loi. Les crises économiques et financières se succèdent, le modèle social construit dès la fin de la guerre est en régression, voire en voie de disparition, les retraites elles-mêmes sont menacées. Les Etats sont eux-mêmes « pauvres », les services publics manquent de moyens ... L'école joue de moins en moins son rôle d'ascenseur social, nombre sont ceux qui manquent de qualifications ... Que s'est-il passé ? Pourquoi ? Ce cours va tenter de l'expliquer, en vous donnant les outils d'analyse.

En guise d'approche, voici selon moi 4 personnes qui ont changé la face du Monde et sont « responsables » des bouleversements qui nous ont amené à la situation actuelle.



De gauche à droite : Ronald REAGAN, Margareth THATCHER, DENG Xiaoping, Mikhaïl GORBATCHEV

R. Reagan (1911 – 2004), Président des USA (1981-1989), imposa les idées ultra-libérales en matière économique : moins d'impôt (surtout pour les nantis et les entreprises), moins « d'Etat », dérégulation économique et financière. L'entreprise étant pourvoyeuse d'emplois, il faut lui laissé les coudées franches, et tant pis pour les dérives ...

M. Thatcher (1925 – 2013), 1<sup>er</sup> Ministre du Royaume Uni de 1979 à 1990, même crédo que R. Reagan. Surnommée « la Dame de Fer », elle met les puissants syndicats et la gauche hors jeu, privatise nombre d'entreprises publiques dont British Railway et British Telecom, dérégule, libéralise, flexibilise le marché du travail, réduit fortement les allocations sociales, ... Pour retrouver le pouvoir, la gauche (travailleuse) va elle-même adopter une ligne beaucoup plus libérale (Blairisme, Tony Blair (1953 – 1<sup>er</sup> ministre 1997 – 2007) qui va influencer certains partis socialistes continentaux.

Deng Xiaoping (1904-1997), numéro 1 de la République Populaire de Chine (1978-1992), après l'ère « Mao ». Tout en maintenant la dictature du parti communiste, il a amené la Chine, plus grand pays au Monde, vers un « libéralisme économique » qui en a fait « l'atelier mondial », provoquant le déclin des industries européennes et américaines. Des millions de Chinois s'enrichissent, rejoignant les standards de consommation européens. Toutes les entreprises européennes fantasment aujourd'hui sur ce 1,5 milliards de consommateurs ...

M. Gorbatchev (1931) devient le numéro 1 soviétique en 1985 ; dans ce pays qui ne connaît que la dictature depuis 1917, il lance la « perestroïka », forme de libéralisation politique et économique. Dans les pays satellites dominés par l'URSS, en particulier en Pologne, en Hongrie et en RDA (Allemagne de l'Est), on comprend que c'est le moment de liquider le communisme. Le système va imploser, avec trois conséquences majeures :

- ✓ L'Allemagne va se réunifier et devenir le plus important pays de l'UE ;
- ✓ une dizaine de pays vont basculer dans l'économie libérale et frapper à la porte de l'UE qui va les y accueillir *pour des raisons essentiellement politiques (éviter la reconstitution d'un bloc de l'Est)* ; ces pays concurrencent désormais sérieusement les nôtres grâce à leur dumping social ;
- ✓ l'URSS va éclater en une myriade d'Etats, la Russie va connaître 10 an de crise avant de retrouver un pouvoir fort qui s'oppose aujourd'hui à l'Europe.

??? QUESTIONS ???

- EN 1900, NOTRE PLANÈTE COMPTAIT 1,5 MILLIARDS D'ÊTRES HUMAINS ; NOUS SOMMES AUJOURD'HUI PLUS DE 7 MILLIARDS ; ET DEMAIN ? DANS 50 ANS ? POURQUOI ? CONSÉQUENCES ? CETTE ÉVOLUTION EST-ELLE SUPPORTABLE ?
- CERTAINS PAYS SONT RICHES, D'AUTRES PAUVRES, POURQUOI ?
- NOTRE MODE DE VIE, PARTAGÉ PAR 1,5 MILLIARD D'INDIVIDUS, EST-IL SOUTENABLE ?
- POURQUOI UNE SCIENCE ÉCONOMIQUE ? LES ÉCONOMISTES SONT-ILS DES IDÉOLOGUES ?
- SUR QUELS PRINCIPES DE BASE LES ÉCONOMISTES ONT-ILS DÉVELOPPÉ LEURS THÉORIES ?
- QUELLES SONT LES GRANDES THÉORIES FONDAMENTALES DE L'ÉCONOMIE ?
- COMMENT LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES (ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ) SE SONT-ILS DÉVELOPPÉS ?
- UN SLOGAN DE GAUCHE DIT : « LE CAPITALISME NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ » ; EST-CE VRAI ? QUELLE ALTERNATIVE ?
- QUELLE EST LA PROBLÉMATIQUE DES INÉGALITÉS ?
- POURQUOI ET COMMENT L'ÉTAT PARTICIPE-IL À L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ?

**Objectif 1 : se familiariser avec la notion de « science économique ».**

---

## POURQUOI ETUDIER L'ECONOMIE ???

---

Une excellente raison est : **parce que vous faites des études à caractère économique**, qu'il y a dès lors de fortes chances que votre vie professionnelle se déroulera en entreprise ou dans un secteur public en prise directe avec la vie économique, et que l'on attend d'un diplômé de l'enseignement supérieur qu'il dispose de solides compétences de base dans ce domaine. Une autre excellente raison est : **parce que les phénomènes économiques ont déjà marqué votre existence, et vont influencer le reste de votre vie.** Certains naissent dans un pays développé, riche (mais pas nécessairement dans une famille riche ou aisée), d'autres dans un pays pauvre (parfois dans une famille riche !). En choisissant vos études, votre future profession, vous pensez avoir pris une bonne décision, mais vous ignorez comment les forces économiques vont orienter votre carrière et votre salaire. Certes, ces forces, vous ne les contrôlez pas ; mais n'est-il pas intéressant de les comprendre ? Ne fut-ce qu'en tant que « citoyen responsable » ? Tel est l'objectif majeur de ce cours.

---

## FAITS, CHIFFRES, QUESTIONS ...

---

Il existe des milliers de livres de « sciences économiques ». Et des millions d'articles et de données sur le net... et depuis 1969, un prix Nobel<sup>2</sup>. Pourquoi une science économique ? Quand et comment est-elle née ? Qu'apporte le travail des économistes à la société, aux décideurs politiques, aux entreprises ... ?

Selon **Fernand BRAUDEL**<sup>3</sup>, la source de notre système économique « **capitaliste** » se situe au Moyen-Age, avec le développement des grandes cités marchandes en Europe (Venise, Anvers, Amsterdam, Hambourg, ...). Le XIX<sup>ème</sup> siècle fut celui de **l'essor du grand capital** et de l'industrie, mais aussi de l'apparition d'un important **prolétariat** extrêmement pauvre et de la lutte des classes. Cette situation a amené une nouvelle doctrine politico-économique, le **marxisme**<sup>4</sup>. Ses principes, appliqués après la révolution d'octobre<sup>5</sup> en Russie (URSS) et après 1945 dans les pays d'Europe Centrale, en Chine, ... ont montré leurs limites. Lors de l'effondrement du système, dans les années 1990, ce fut même un tsunami économique. **Problème : existe-t-il une autre voie que le capitalisme ?** Pourquoi seule une petite fraction de l'Humanité vit-elle « richement » (à peine 1/6<sup>ème</sup>) ? **Autre problème : la population mondiale, en constante augmentation.** En 1798 déjà, **Robert MALTHUS**<sup>6</sup> s'inquiétait de cette croissance par rapport à celle des moyens de subsistance. Qu'en est-il aujourd'hui ?

---

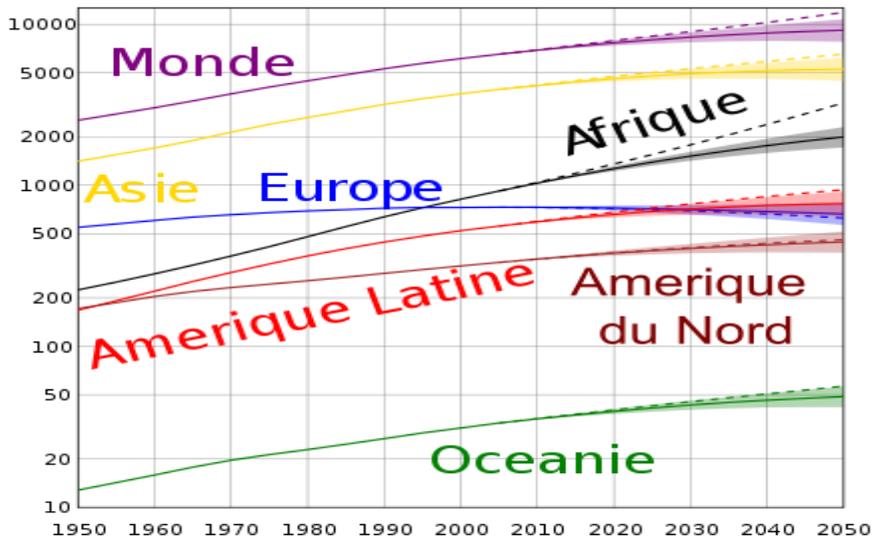
<sup>2</sup> Pour être précis, Prix de la Banque Royale de Suède en sciences économiques en la mémoire d'Alfred Nobel.

<sup>3</sup> **Fernand BRAUDEL** (1902-1985), historien français.

<sup>4</sup> Voyez ci-après, section 3.

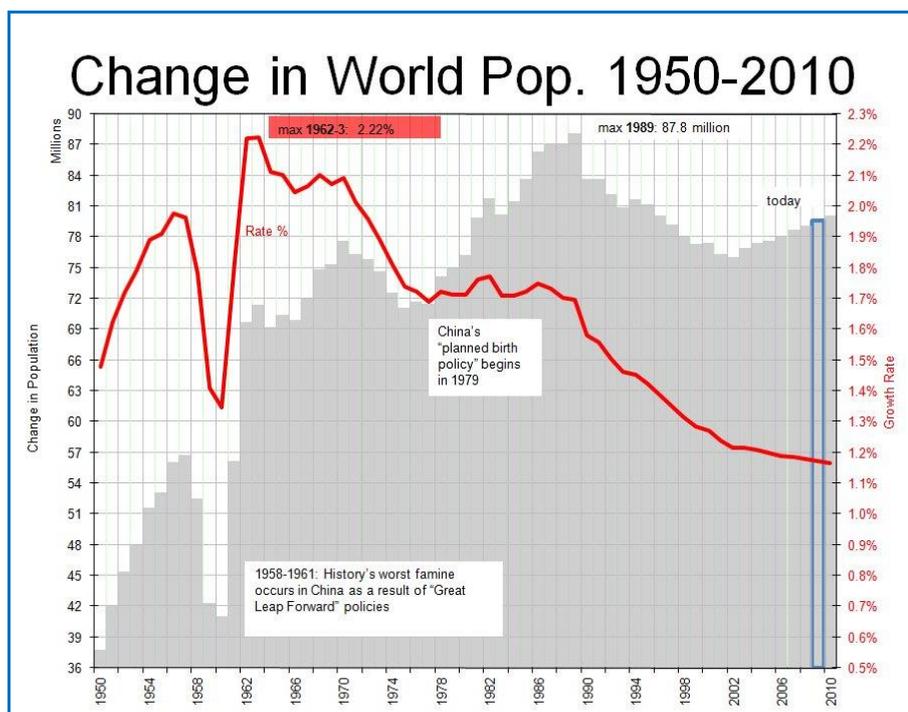
<sup>5</sup> Selon le calendrier Julien, suivi par la religion orthodoxe. Dans notre calendrier Grégorien, la révolution russe d'octobre date de ... novembre 1917 ; en effet, lors du changement de calendrier en 1582, le 3 octobre est devenu le 15 !

<sup>6</sup> **Thomas Robert MALTHUS** (1766–1834), pasteur anglican et économiste britannique ; An Essay on the Principle of Population (1798) ; il voyait une croissance exponentielle de la population, alors que les moyens de subsistance évoluaient de façon linéaire ; il prédisait dans ces conditions une catastrophe pour l'Humanité (famine, épidémies, ...). Voyez ci-dessous, p 18.



| Année    | Population mondiale           |
|----------|-------------------------------|
| -100 000 | 0,5 million                   |
| -10 000  | 1 à 10 millions               |
| -6 500   | 5 à 10 millions               |
| -5 000   | 5 à 20 millions               |
| 400      | 190 à 206 millions            |
| 1000     | 254 à 345 millions            |
| 1250     | 400 à 416 millions            |
| 1500     | 425 à 540 millions            |
| 1700     | 600 à 679 millions            |
| 1750     | 629 à 691 millions            |
| 1800     | 0,813 à <b>1,125</b> milliard |
| 1850     | 1,128 à 1,402 milliard        |
| 1900     | 1,550 à 1,762 milliard        |

Source : [World population \(UN\) de.svg: Schnee](#) <sup>7</sup>



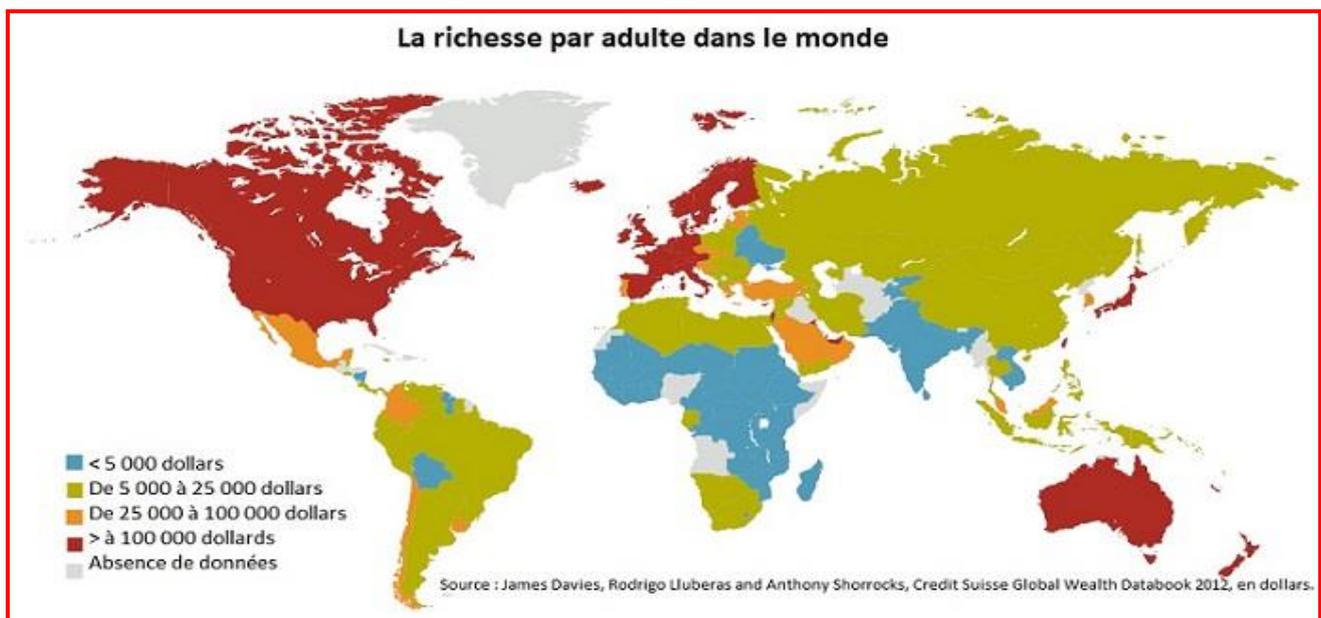
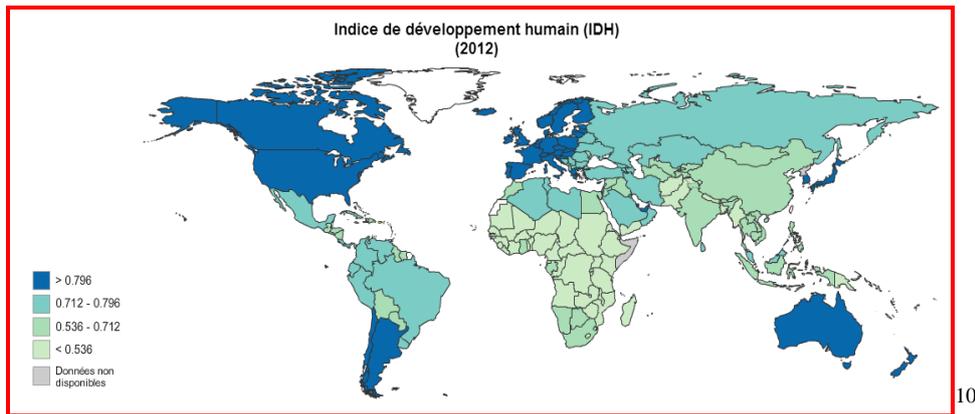
| Année | Population mondiale    |
|-------|------------------------|
| 1910  | 1,750 milliard         |
| 1920  | 1,860 milliard         |
| 1930  | <b>2,07</b> milliards  |
| 1940  | 2,3 milliards          |
| 1950  | 2,519 milliards        |
| 1955  | 2,757 milliards        |
| 1960  | <b>3,023</b> milliards |
| 1965  | 3,337 milliards        |
| 1970  | 3,696 milliards        |
| 1975  | <b>4,073</b> milliards |
| 1980  | 4,442 milliards        |
| 1985  | 4,843 milliards        |
| 1990  | <b>5,279</b> milliards |
| 1995  | 5,692 milliards        |
| 2000  | <b>6,085</b> milliards |
| 2005  | 6,5 milliards          |
| 2010  | 6,842 milliards        |
| 2011  | <b>7</b> milliards     |
| 2012  | 7,058 milliards        |
| 2014  | 7,250 milliards        |

Le taux de natalité (en rouge) se lit sur l'échelle de gauche.  
 Les barres grises représentent l'accroissement annuel en millions.  
 On remarque l'impact important de la Chine ... 1,350 milliards d'habitants<sup>9</sup>

<sup>7</sup> Pour une évolution « en temps réel » de la population mondiale, <http://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/>

<sup>8</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Population\\_mondiale#mediaviewer/File:Change\\_in\\_World\\_Pop.png](http://fr.wikipedia.org/wiki/Population_mondiale#mediaviewer/File:Change_in_World_Pop.png)

<sup>9</sup> 1958-1961 : la politique du « grand bond en avant » du Président Mao Zedong (1949-1976) a provoqué une famine qui aurait selon nombre d'analystes fait plus de 35 millions de morts (15 selon les statistiques officielles).



*Les ultra-fortunés représentent une petite frange de 0,6% de la population qui détient plus de 39% du patrimoine mondial - soit 29 millions d'adultes, dont 25,6 millions ont un patrimoine compris entre 1 et 50 millions de dollars et 84 500 personnes dont la fortune est supérieure à 50 millions de dollars. A l'opposé, les 50% des individus les moins fortunés détiennent à peine 1% du patrimoine mondial. En réalité, près de la moitié des habitants de la planète ne possèdent tout simplement quasiment rien, ou des biens de valeur monétaire presque nulle : un habitat de fortune, quelques têtes de bétail, une voiture ancienne...<sup>11</sup>*

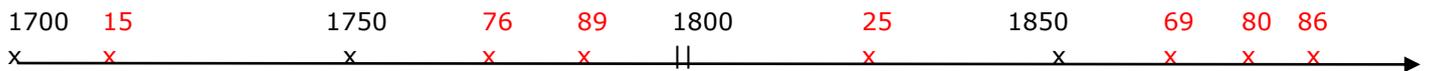
Au XIX<sup>ème</sup>, les Etats occidentaux se bornaient à assurer la sécurité de leur territoire, la défense de leurs produits (douanes), la recherche de nouvelles matières premières et de débouchés pour leur industrie, en même temps que le renforcement de leur puissance (conquêtes coloniales). Durant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, ils ont dû considérablement investir et s'endetter. Ils se sont par la suite trouvés très démunis face aux ravages de la grande dépression des années 1930. Après 1945, ils ont créé et consolidé la notion **d'Etat-Providence**, remise en question ces dernières années. Quelle est la situation aujourd'hui ? Réponses...

<sup>10</sup> Rapport sur le développement humain, PNUD, [hdr.undp.org/fr](http://hdr.undp.org/fr) ; pour l'explication, voyez la leçon 5.

<sup>11</sup> Observatoire des inégalités, [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr) (2012); la carte représente le patrimoine accumulé (et non les revenus).

## ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES

Pour aborder la matière de ce cours, il est indispensable d'avoir un certain nombre de repères historiques, que je présente ici sous la forme d'une ligne du temps.



**fin du XVII<sup>ème</sup>** : invention du billet de banque

**XVIII<sup>ème</sup>** : « siècle des lumières » ; « idées nouvelles » : Voltaire, Montesquieu, Kant, Bentham, ...

**1715** : « révolution » de la machine à vapeur ; essor de la sidérurgie

**1750-1850** : poussée démographique importante en Europe

**1776** : 1<sup>er</sup> Traité d'économie, Adam SMITH

**1789** : révolution française ; ensuite, 20 ans de guerres « napoléoniennes » en Europe

**1804** : code civil français, dit « Napoléon » ; 1807 : code de commerce

**1825** : « révolution » du chemin de fer, de l'acier, de la chimie

**1869** : tableau de Mendeleïev (chimie)

**1880** : invention de la lampe à incandescence ; début de l'électrification domestique

**1886** : 1<sup>ère</sup> voiture avec moteur à explosion ; début de la « révolution » automobile et de la pétrochimie



**1903** : premier vol motorisé contrôlé d'un avion

**1914-1918** : première guerre mondiale

**1917** : révolution communiste en Russie

**1922-1923** : hyperinflation en Allemagne

**1929 (octobre)** : krach financier de Wall Street ; début de la grande dépression mondiale

**1936** : Keynes publie la « Théorie générale », base de la macroéconomie moderne

**1940-1945** : deuxième guerre mondiale

**Fin de la guerre** : constitution du bloc communiste en Europe (URSS, Pologne, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, République Démocratique Allemande, Yougoslavie, Tchécoslovaquie) ; début de la guerre froide.

**1944-1945** : création de l'ONU, du Fonds Monétaire International ; système monétaire basé sur le \$

**1946 – 1973** : croissance économique exceptionnelle en Occident (« Trente Glorieuses ») : équipement des ménages en biens de consommation durables : voitures, électro-ménager, TV, Hi-fi, ...

**1948** : création de l'Etat d'Israël ; début des tensions au Proche-Orient (4 guerres : 1948, 56, 67, 73)

**1948** : La Chine devient communiste (Mao)

**1964** : début de la guerre du Viêtnam (600.000 GI's engagés dans la guerre dès 1967)

**1973** : première crise pétrolière, fin de la croissance, montée du chômage, fin de l'hégémonie du \$

**1975** : fin de la guerre du Viêtnam ; Asie du Sud-Est communiste (Viêtnam, Cambodge, Laos, Birmanie)

**1980** : « virage libéral » aux USA et en Europe occidentale ; « révolution » informatique (PC en 1975)

**1984** : Wallonie : fermeture du dernier charbonnage ; déclin de la sidérurgie.

**1987** : krach financier (mais pas de crise économique)

**1989** : fin du communisme en Europe ; chute du mur de Berlin

**Années 90** : début de la « révolution » internet et de la téléphonie mobile

**1991** : première guerre du Golfe ; fin de l'URSS, éclatée en de nombreux pays nouveaux

**1992** : Traité de Maastricht ; marche vers la monnaie unique et réalisation du grand marché (plus de frontières)

**1997** : crise financière asiatique, qui s'étend à la Russie et à l'Amérique Latine

**2000** : création de l'Euro (2002 dans les porte-monnaie)

**2001** : krach financier à Wall Street : effondrement des valeurs « technologiques »

**2008** : début de la crise des « subprimes » (USA, Europe), banques en difficulté

**2010** : crise des dettes souveraines (Grèce, Espagne, Portugal, ...) ; Europe en dépression.

## SECTION 1 : LA SCIENCE ECONOMIQUE

### LA SCIENCE ECONOMIQUE : DEFINITION

La science économique est « née » en 1776 avec le traité d'**Adam SMITH**<sup>12</sup>. Il existe presque autant de définitions de la science économique que de livres sur le sujet. En voici deux tirées d'ouvrages contemporains :

- ❖ *« L'Economie est l'étude de la manière dont les sociétés utilisent des ressources rares pour produire des marchandises ayant une valeur et pour les répartir entre une multitude d'individus »*<sup>13</sup> ;
- ❖ *« la science économique étudie comment les individus, les entreprises, les pouvoirs publics et d'autres organisations sociales font des choix et comment ces choix déterminent la façon dont les ressources de la société sont utilisées »*<sup>14</sup>.

A titre d'exemple, voici une définition datant de la 1<sup>ère</sup> moitié du XX<sup>ème</sup> siècle (voyez l'évolution !) :

- ❖ *L'Economie est la « science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif »*.<sup>15</sup>

Nous constatons que toutes ces définitions mettent en exergue **la rareté des ressources**.

### LE PROBLEME DE LA RARETE

**Tout problème économique découle de ce fait : les ressources sont rares et polyvalentes, et s'il est possible de satisfaire un désir pris individuellement, satisfaire tous les désirs de tous est impossible. Il faut faire des choix d'allocation des ressources, qui excluent tout gaspillage (choix OPTIMAL).**

<sup>12</sup> **Adam SMITH** (1723-1790), philosophe et économiste écossais ; Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of the Nations, connu sous le nom de « Richesse des Nations ». Voyez ci-dessous, p 18.

<sup>13</sup> **Paul A. SAMUELSON** (1915-2009), prix Nobel 1970, et **William D. NORDHAUS** (1941), Micro-économie, Editions d'organisation, 14<sup>ème</sup> éd., 1994, p 50

<sup>14</sup> **Joseph E. STIGLITZ** (1943), prix Nobel 2001, Principes d'économie moderne, De Boeck, 2<sup>ème</sup> éd., 2000, p 10

<sup>15</sup> **Baron Lionel ROBBINS** (1898-1984), économiste britannique, London School of Economics, puis Directeur du Financial Times, An Essay on the Nature and Significance of Economic Science, 1932

L'appropriation de biens rares a un prix. Jadis, les hommes puisaient librement l'eau dans les rivières, les étangs ou les puits (encore fallait-il les construire). Aujourd'hui, le besoin de disposer d'eau pure aisément et à tout moment a nécessité de coûteux systèmes d'adduction et d'épuration d'eau, et nous devons la payer ... de plus en plus cher. L'accès à l'eau se révèle d'ailleurs problématique dans de nombreuses régions du monde, jusqu'à engendrer des risques de conflit (ex. : l'eau du Jourdain (Israël-Jordanie-Palestine)).

Tout choix suppose un **coût d'opportunité** : je souhaite acheter un sandwich (1 €) et une bouteille de limonade (1 €), en ne disposant que de 1,20 € ; **je suis confronté à une forme de RARETE**. Le coût d'opportunité mesure ce à quoi je renonce pour acquérir un bien ; si je choisis le sandwich, je renonce à la limonade. Les ministres, lorsqu'ils discutent du budget de l'Etat, font aussi face à la rareté : avoir à la fois plus de défense, plus de police, plus d'enseignement, plus de sécurité sociale, plus d'autoroutes, ..., dépasse a priori les possibilités financières. Il faut opérer des **CHOIX ; RIEN N'EST JAMAIS GRATUIT** ; pour obtenir plus d'un bien, il faut renoncer à d'autres biens.

En outre, dans une perspective temporelle, les ressources naturelles offertes par notre planète sont LIMITEES : combien reste-t-il de pétrole, de gaz, de charbon, de cuivre, de zinc, ... ? Combien d'habitants la Terre peut-elle « supporter » ? Que se passerait-il si les 7 milliards et quelque d'humains vivaient comme le petit milliard de « nantis » ? Et la marche de la Chine et de l'Inde (1/3 de l'Humanité) vers la société de consommation ? Catastrophe malthusienne – ou autre - irréversible ???

**CETTE « LOI » DE LA RARETE EST VALABLE POUR TOUS ET PARTOUT**, en Belgique comme en Chine, aux USA comme au Maroc, à Tuvalu comme au Kazakhstan.

---

## LA SCIENCE ECONOMIQUE : SUBDIVISIONS

---

L'Economie, science vaste et complexe, est divisée en deux parties distinctes :

- ❖ **la micro-économie**, qui analyse le comportement des agents individuels tels que le consommateur (ménage), ou l'entreprise ; elle étudie comment ces entités prennent des décisions, ainsi que les éléments qui les influencent, et comment fonctionnent les marchés ;
- ❖ **la macro-économie**, qui analyse le fonctionnement de l'économie dans son ensemble, et notamment le comportement des grands agrégats que sont le taux de croissance économique, le niveau de chômage et de l'inflation,...

Notez qu'il ne s'agit pas d'étudier des choses différentes, mais bien deux aspects d'une même réalité. La macro-économie est chronologiquement postérieure à la micro, elle s'est développée au XX<sup>ème</sup> siècle avec la théorie keynésienne<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Du nom de **John Maynard KEYNES**, cfr la page « plan du cours » et infra, et également leçons 5 à 8.

**Objectif 2** : découvrir comment raisonnent les économistes, en distinguant les questions positives des questions normatives, et en appréhendant la notion de modèle économique.

---

## QUESTIONS POSITIVES & NORMATIVES

---

L'économie n'est pas une science « exacte », mais « sociale », « humaine », à l'instar de la sociologie ou de la psychologie. Néanmoins, en adoptant une démarche scientifique, elle tente de dégager un ensemble structuré de principes et de lois ; pour cela, l'économiste :

- ❖ **observe et mesure les phénomènes** ;
- ❖ **formule des théories** susceptibles d'orienter et d'interpréter les observations, en distinguant les **questions positives** des **questions normatives**.

Une **question positive** se rapporte à ce qui est, tandis qu'une **question normative** se rapporte à ce qui devrait être. *Exemples* :

- ❖ **question positive** : une baisse des impôts sur le revenu va-t-elle augmenter la consommation des ménages ?
- ❖ **question normative** : faut-il baisser l'impôt sur le revenu ?

La Science Economique se prononce sur les **questions positives**. Par contre, elle ne permet en soi aucun jugement de valeur sur des questions normatives, parce qu'il s'agit du **domaine de la vie politique**. Si l'économiste participe à un tel débat, son opinion est jugement de valeur, et non science ; l'économie normative implique des **principes éthiques**, et les problèmes concernés ne se résolvent qu'au travers de décisions politiques. Si les économistes sont en général d'accord sur les questions positives (mais pas toujours), ils s'opposent très fréquemment sur les questions normatives. Le but d'une analyse économique positive, a dit Milton FRIEDMAN<sup>17</sup>, est « **de présenter un système de généralisations utilisables pour réaliser des prédictions correctes sur les conséquences de toute modification dans les circonstances économiques** ».

---

## OBSERVATIONS, THEORIES & MODELES

---

L'observation et la mesure des phénomènes économiques sont les ressources premières de l'économiste ; **il est néanmoins nécessaire de replacer chaque événement observé dans une perspective historique** (ce que certains ont tendance à oublier). Ainsi, lorsque se pose la question des causes et des conséquences de l'inflation, le scientifique étudie les inflations passées, par exemple l'hyper-inflation allemande des années 1921-1923, durant lesquelles les prix furent multipliés par 10 milliards (!), ou encore l'inflation plus modérée des années 1970-1980, qui frappa notamment les pays d'Europe Occidentale et les USA<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Milton FRIEDMAN, économiste américain (1912-2006), prix Nobel 1976, leader du courant monétariste ; voyez leçons 6 et suivantes.

<sup>18</sup> Ces questions seront développées dans la leçon 8.

Observer les phénomènes ne suffit pas ; encore faut-il les EXPLIQUER ; pour cela, il faut concevoir des **théories économiques**, permettant de comprendre et prévoir les décisions économiques des agents. Pour décrire le fonctionnement de l'économie, on élabore des **modèles**, qui constituent une vue simplifiée d'un monde complexe. L'économiste va d'abord **déterminer les variables** (ex. : consommation, revenus, taux de chômage, ...) et rechercher lesquelles sont liées.

🔥 Par exemple, on observe que lorsque le taux de chômage diminue, les salaires augmentent. Des formules statistiques vont permettre de calculer la corrélation entre ces variables. Si corrélation il y a, il faut expliquer la causalité (et son sens : c'est le taux de chômage qui influe sur les salaires, et non l'inverse). **Intuitivement**, nous comprenons que s'il y a moins de chômeurs, les employeurs peinent à trouver de la main-d'œuvre et tentent d'attirer les travailleurs avec de meilleurs salaires. Ce n'est toutefois qu'une partie de l'explication.

Il faut alors poser les hypothèses du modèle, dont la plus fondamentale est le « **toute autre chose égale par ailleurs** », encore exprimée par l'expression latine « **ceteris paribus** ».

🔥 Pour mesurer l'influence du taux de chômage sur les salaires, on va supposer constantes d'autres variables qui peuvent agir aussi sur les salaires, comme l'inflation, la productivité, ... Si le modèle montre qu'une baisse du taux de chômage de 1% induit une augmentation des salaires de 2%, **cette conclusion n'est valable que « toute autre chose égale par ailleurs »**, c'est-à-dire notamment à productivité constante.

Enfin, il faut **vérifier**.

🔥 Le savant doit essayer de réfuter sa théorie, en multipliant les observations susceptibles de démontrer qu'elle est fautive. Si la théorie y résiste, elle peut alors être considérée comme scientifiquement vraie. « *La critique est le seul instrument de vérification d'une théorie économique* », affirme Karl POPPER<sup>19</sup>; il ajoute : « *Je constate que le développement de l'économie réelle n'a rien à voir avec la Science Economique. Bien qu'on les enseigne comme s'il s'agissait de mathématiques, les théories économiques n'ont jamais eu la moindre utilité pratique...* »<sup>20</sup>. A méditer ...

---

## L'HYPOTHESE DE RATIONALITE

---

L'hypothèse de rationalité est omniprésente dans les théories économiques. Mais est-ce la réalité ? Pour être rationnel, les agents devraient être parfaitement informés, ce qui n'est pas le cas. Deux exemples parmi d'autres ...<sup>21</sup>

🔥 J'aime le football, mais par-dessus tout je ne supporte la pluie. Si je suis rationnel, s'il pleut le jour du match, je reste à la maison. Mais voilà : j'ai acheté (très cher) mon billet un mois à l'avance ... et je vais au match ! Je suis retraité, pas très aisé, et je me dis que j'aurais dû épargner plus durant ma vie active ... Mais à l'époque, j'ai pris certaines décisions en fonction de ce que j'imaginai à propos du « long terme ». Rationnel ? Impossible en tout cas de revenir en arrière.

Des entreprises peuvent ainsi profiter de comportements « irrationnels » ; les irrationalités peuvent générer des fluctuations macro-économiques

---

<sup>19</sup> Karl POPPER (1902-1996), philosophe britannique d'origine autrichienne.

<sup>20</sup> Karl POPPER, interviewé par Guy SORMAN, in *Les Vrais penseurs de notre temps*, Ed. Fayard, 1989, p. 324

<sup>21</sup> Cités par J. STIGLITZ, *Le Triomphe de la Cupidité*, LLL (Les Liens qui Libèrent), 2010, chapitre 9.

## SECTION 2 : LES LOIS FONDAMENTALES DE L'ÉCONOMIE

**Objectif 3** : analyser les deux lois fondamentales de l'économie : utilité marginale décroissante et rendements marginaux décroissants

L'économie est une science des choix. Dans un système d'économie « capitaliste », les choix sont posés par les agents, essentiellement **les ménages (ou consommateurs)** et **les entreprises**, et régis par deux lois fondamentales, respectivement **l'utilité marginale décroissante** et **la productivité marginale décroissante**.

### LOI N°1 : L'HOMO OECONOMICUS & L'UTILITE MARGINALE

Chaque individu éprouve des besoins « économiques » (manger, boire, voyager, se vêtir, se loger, ...) qu'il va satisfaire en consommant des biens et des services. Vu sa contrainte budgétaire (son revenu limité), il va opérer des **choix supposés rationnels** (il est un **homo oeconomicus**) en vue d'**OPTIMISER SA SATISFACTION**. Il va MESURER cette dernière en attribuant à chaque unité consommée une UTILITE ordinale (non quantifiable), qui reflète son **système de préférences**.

🌟 En pratique, si vous et moi avons soif et buvons une bière, ce n'est pas parce que j'ai attribué à cette bière une utilité de 15 et vous une de 8 que je l'ai plus appréciée que vous. Les « sentiments » ne se mesurent pas ! Si je bois une seconde bière, je pourrai affirmer que je suis plus (ou moins) satisfait qu'après la première. Il s'agit donc de raisonner **à la marge** : que m'apporte la consommation d'**une unité (bière) supplémentaire** ?

Les **lois « psychologiques »** de **H.H. GOSSEN<sup>22</sup>** servent de base à ce raisonnement ; la principale est celle de la **satiabilité des besoins** : tout besoin voit son intensité diminuer à mesure qu'il est satisfait ; c'est le postulat de **L'UTILITE MARGINALE DECROISSANTE** (l'utilité marginale est la satisfaction supplémentaire obtenue par la consommation d'une unité de bien) ; elle se formule comme suit : **en général, et toutes choses égales par ailleurs, l'Um d'un bien tend à diminuer lorsque la quantité consommée augmente**.

🌟 Bien que l'Um ne soit pas quantifiable, illustrons ce propos à l'aide de chiffres : l'Um de ma 1<sup>ère</sup> bière était de 15 ; si j'en bois une seconde, ma soif étant déjà éteinte, elle m'apportera moins de satisfaction que la 1<sup>ère</sup>, disons une Um de 10. Plus je bois « toutes choses égales par ailleurs » (ce qui signifie que par exemple je ne mange pas de chips entre 2 bières), plus mon Um va diminuer jusqu'à éventuellement devenir négative (la dernière bière consommée m'a rendu malade). A l'inverse, en diminuant ma consommation d'un bien, j'augmente l'Um liée à ce bien.

<sup>22</sup> Herman Heinrich GOSSEN (1810-1858), économiste allemand, un des fondateurs de la théorie néo-classique du consommateur.

Une première conséquence de cette loi est que l'on ne satisfait le consommateur qu'en **diversifiant son panier de biens**. Une autre conséquence de cette loi est celle que l'on connaît sous l'expression « **paradoxe de la valeur d'Adam Smith** ». Il affirme que ce qui fait la valeur d'un bien et donc son prix, c'est sa rareté.

❗ Ainsi le diamant, rare, a une valeur intrinsèque beaucoup plus importante que l'eau, abondante. Mais qu'en est-il pour un homme qui a marché des heures dans le désert sans eau, est déshydraté et va en mourir ??? Si on lui propose une bouteille d'eau OU un diamant, que va-t-il choisir ? L'eau, évidemment !!! Pourquoi ? **Parce que l'Um de la bouteille d'eau est bien plus élevée que celle d'un diamant** dont il n'a que faire s'il va mourir de soif. C'est une question de **coût d'opportunité** : renoncer à la bouteille lui « coûte trop cher », à savoir la vie<sup>23</sup>.

---

## LOI N°2 : L'ENTREPRISE ET LES RENDEMENTS DECROISSANTS

---

L'entreprise achète ou loue des **FACTEURS DE PRODUCTION, le capital (K) et le travail (L)** ; en combinant ces différents facteurs selon certaines normes techniques (que l'on qualifie de « fonction de production »)<sup>24</sup>, l'entreprise fabrique des produits.



La **PRODUCTIVITE** (ou le rendement) peut être définie comme un rapport entre la production et les facteurs mis en œuvre pour la réaliser. Ainsi, la **productivité (physique) du travail** résulte d'une comparaison entre la quantité produite et la quantité de travail incorporée.

**La productivité marginale du travail est la production supplémentaire provenant du dernier travailleur embauché.**

❗ Imaginons un atelier équipé d'une seule machine-outil (= K) usinant des pièces métalliques. Voyons ce que donne la production mensuelle de pièces en fonction du nombre de travailleurs embauchés :

| Nbre de travailleurs | Production totale | Rendement ou productivité marginale du dernier travailleur embauché |
|----------------------|-------------------|---|
| 1                    | 500               | 500 (la production passe de 0 à 500) ↗                              |
| 2                    | 1.050             | 550 ↗   |
| 3                    | 1.320             | 270 ↘ : rendement marginal DECROISSANT                              |

Pourquoi les rendements sont-ils finalement **décroissants** ? La réponse est évidente : parce qu'il n'y a qu'une seule machine, et que si l'on augmente le nombre de travailleurs, tous ne pourront donner leur pleine mesure, l'organisation deviendra difficile, il y aura des pertes de temps, ...

---

<sup>23</sup> Cette notion du coût d'opportunité peut trouver de multiples applications, notamment en droit pénal.

<sup>24</sup> fonction au sens mathématique ; le lien entre inputs et output peut être formalisé, et testé économétriquement ; la plus célèbre fonction est celle de Cobb-Douglas – A Theory of Production, in American Economic Review, Vol.18, 1928 [Charles COBB, mathématicien américain (1875-1949), Paul DOUGLAS, économiste américain (1892-1976)].

La théorie économique néo-classique se base sur l'hypothèse de la « **LOI DE LA PRODUCTIVITE MARGINALE DECROISSANTE** », ou « **DES RENDEMENTS DECROISSANTS** » (David RICARDO)<sup>25</sup> :

**En général, et toutes choses égales par ailleurs, lorsqu'on ajoute des doses identiques de facteurs variables à un ou plusieurs facteurs fixes, la productivité marginale croît d'abord, puis décroît.**

Notez déjà que l'entreprise rémunérera le travailleur en fonction de sa **productivité marginale** ; si elle le paie au-delà, elle perd de l'argent. Les trois travailleurs étant supposés « identiques », ils percevront la même rémunération ; **l'entreprise y trouve avantage**, dès lors qu'elle rémunère sur base d'une production de ( $3 \times 270 = 810$ ), alors que la production effective est de 1.320 ! **C'est la notion de RENTE**, que Karl MARX a utilisée pour démontrer l'exploitation du prolétariat par les entrepreneurs capitalistes.

L'hypothèse des rendements décroissants semble être justifiée l'observation historique :

- ✓ au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'accroissement exponentiel de la population exige la mise en culture de terres plus nombreuses, mais moins rentables car de moins bonne qualité et plus difficiles à cultiver (raisonnement ceteris paribus, c'est-à-dire sans préjuger de l'évolution des techniques) ;
- ✓ nous épuisons les ressources naturelles non renouvelables, d'où l'obligation de mettre en exploitation des gisements pétroliers ou gaziers moins accessibles (permafrost<sup>26</sup> de Sibérie ou du Grand Nord Canadien, off-shore, ...), donc plus coûteux et moins rentables ...

**Objectif 4 : appréhender la notion de frontière de possibilités de production.**

## LA FPP

Dans un contexte de rareté et de polyvalence des ressources (population active, usines, machines, outils, ressources naturelles), toute société doit effectuer des choix essentiels, c'est-à-dire **PROCEDER A LEUR ALLOCATION**. Approchons le problème par un exemple simple bien connu dans la littérature économique, à savoir celui du beurre et des canons, illustré par ces mots de Dwight EISENHOWER<sup>27</sup> : « **Tout canon, tout lancement de bateau de guerre, tout tir de fusée signifie, en dernière analyse, un vol au détriment de ceux qui ont faim et ne sont pas nourris** »<sup>28</sup>. Il ne s'agit pas de rentrer ici dans un débat normatif, mais d'appréhender la notion de **FRONTIERE DES POSSIBILITES DE PRODUCTION, OU FPP**.

<sup>25</sup> David RICARDO (1772-1823), économiste anglais, mais aussi député et homme d'affaires ; On the Principles of Political Economy and Taxation (1817). On lui doit de nombreuses théories et « lois » de l'économie : avantages comparatifs, rente, ...

<sup>26</sup> Permafrost : terme anglais signifiant sol gelé en permanence.

<sup>27</sup> Dwight EISENHOWER (1890-1969), général américain, commandant en chef des armées alliées en 1944, président des USA (1952-1960).

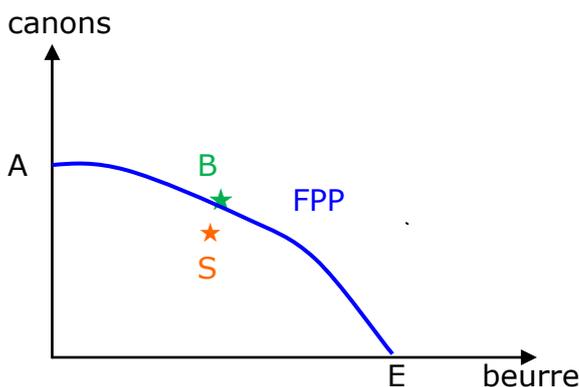
<sup>28</sup> Paul A. SAMUELSON et William D. NORDHAUS, op. cit., p. 71

Hypothèses :

- ❖ les ressources du système économique (terre, usines, main-d'œuvre, ...) sont données ;
- ❖ deux biens possibles à produire : du beurre et des canons ;
- ❖ si on utilise toutes les ressources à produire :
  - du beurre : maximum 1 million de tonnes (point E) ;
  - des canons : maximum 5.000 (point A).

Bien entendu, toute une série de combinaisons sont possibles, par exemple :

Graphiquement :



| Sit. | Possibilités de production |        |
|------|----------------------------|--------|
|      | Beurre (T)                 | Canons |
| A    | 0                          | 5.000  |
| B    | 500.000                    | 4.000  |
| C    | 700.000                    | 3.000  |
| D    | 950.000                    | 1.000  |
| E    | 1.000.000                  | 0      |



Constatation : **toutes les ressources étant utilisées**, si l'on veut produire plus de beurre, il faut diminuer la production de canons, et vice-versa.

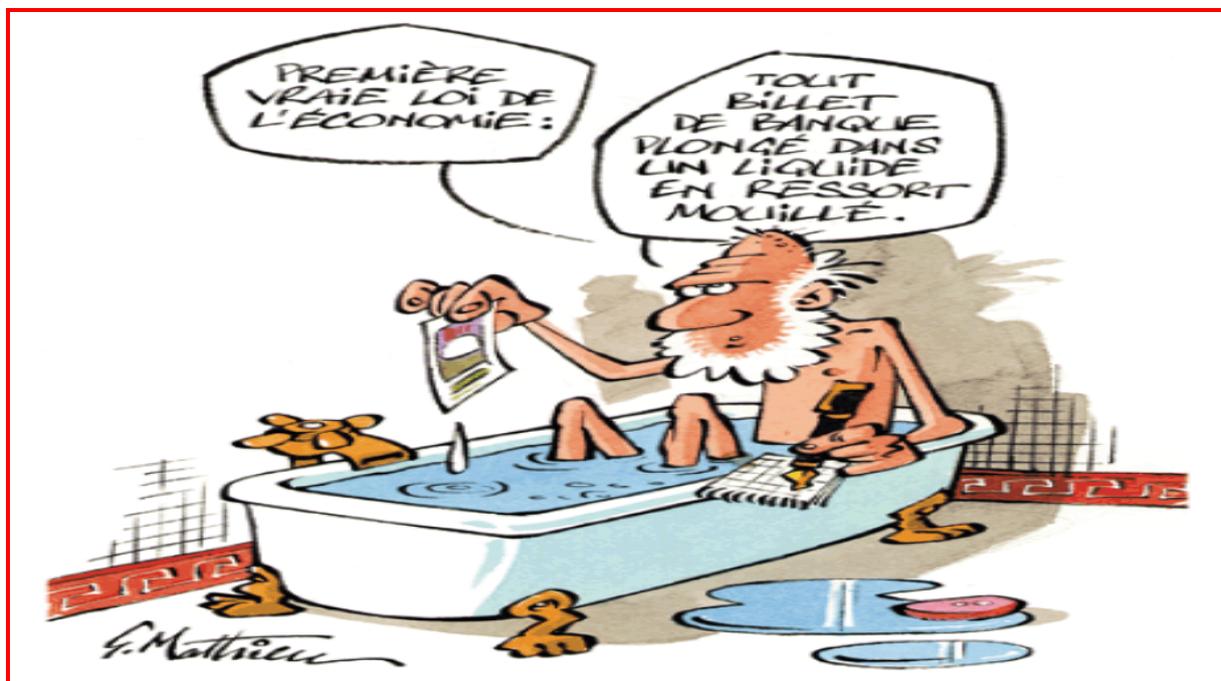
**LA FPP REPRESENTE DONC LES CHOIX POSSIBLES POUR UNE ECONOMIE.** Elle symbolise également **l'efficacité** ; cela signifie qu'une économie située sur sa FPP (au point A ou B ...) produit efficacement, sans gaspillage des ressources ; elle ne peut produire davantage d'un bien sans sacrifier la production d'autres biens. Par contre, lorsque l'économie produit en un point situé en deçà de la FPP (au point S), certaines ressources sont inemployées : il y a du chômage, des terres en friche, des machines inutilisées, ... Dans ce cas, il est possible d'accroître simultanément la production de tous les biens.

🔥 Telle fut la situation des USA au début de la seconde guerre mondiale : ils développèrent considérablement la production d'armements sans pour autant au départ rationner les consommateurs, et ce parce que durant la Grande Dépression des années 1930, leur économie se trouvait en nette sous-utilisation des capacités de production.

**LA FPP SYMBOLISE LA RARETE**, puisqu'elle détermine la limite absolue des biens et services qu'une économie dotée de ressources déterminées peut produire; nous aurions pu faire une démonstration identique avec d'autres paires, du type biens publics et biens privés, biens de luxe et biens de première nécessité, biens d'investissement et biens de consommation.

**LA FPP N'EST PAS FIGEE DANS LE TEMPS** ; ainsi, un accroissement des ressources ou encore l'évolution technologique la poussent vers la droite, **permettant** de produire plus. Attention : cela ne veut pas dire que la situation économique s'améliore pour autant ; par exemple, une forte croissance démographique pousse la FPP vers la droite, mais peut poser des problèmes en termes de système éducatif et de marché de l'emploi (chômage), ...

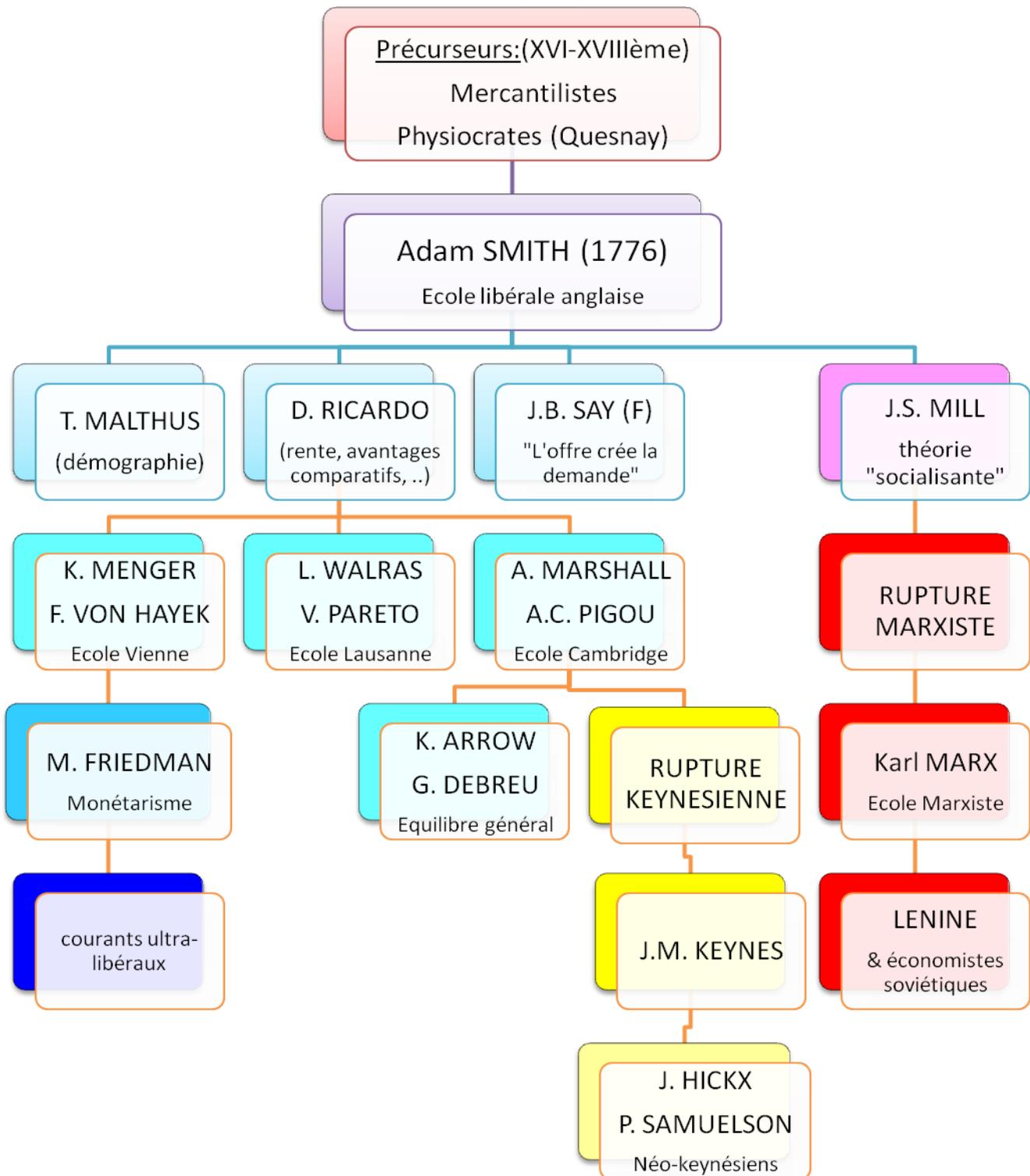
Enfin, dans une économie ouverte (commerçant avec d'autres), la théorie des avantages comparatifs de **David RICARDO**<sup>29</sup> démontre que si le pays se spécialise dans la production du bien où il est relativement le plus productif, exporte le surplus et importe l'autre bien (produit par un autre pays selon la même hypothèse), sa consommation totale pourra se situer au-delà de sa FPP, c'est-à-dire à un point qu'il n'aurait pu atteindre en autarcie.



Source : [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

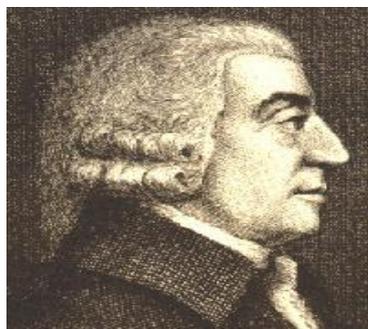
<sup>29</sup> Cette théorie des avantages comparatifs est souvent utilisée pour justifier le libre-échange au niveau mondial. Ses partisans commettent selon moi l'erreur de ne pas prendre correctement en compte ses nombreuses hypothèses, dont certaines sont historiquement dépassées, telle l'absence de libre circulation du capital.

**SECTION 3 : IDEES FONDATRICES DES SYSTEMES ECONOMIQUES**



**Objectif 5** : expliciter des notions relatives aux deux courants théoriques fondateurs de la science économique : classicisme et marxisme

## LES CLASSIQUES ANGLAIS



*Adam SMITH*



*David RICARDO*



*Robert MALTHUS*

### ADAM SMITH

Dès la seconde moitié du XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'ensemble de la société (et donc du système économique) va être bouleversé, allant de pair avec un changement des mentalités, en Angleterre surtout, en France également. Nous pouvons résumer les faits marquants de cette période comme suit :

- **une poussée démographique importante**, principalement en Grande-Bretagne (7.5 millions d'habitants en 1751, 20.8 millions en 1851) ;
- dans ce même pays, **une « révolution agricole »**: remembrement rural, intensification des cultures et de l'élevage ;
- puis, **une « révolution industrielle »**, par l'apparition du machinisme, l'usage de la vapeur comme force motrice, la parcellisation des tâches, le tout accompagné de nombreuses inventions dans les domaines du textile, de la sidérurgie, ... ;
- le développement progressif des moyens de transport ;
- l'évolution des techniques monétaires et financières<sup>30</sup>.

La **liberté politique**, née de la philosophie des Lumières et des révolutions, s'accompagne d'une liberté économique. Le Code Civil français, dénommé Code Napoléon (1804), lui donne une assise juridique et définit clairement le **droit de propriété, base du système capitaliste**. Des économistes contemporains, tel **Douglas NORTH**<sup>31</sup> voient dans ces innovations institutionnelles les causes de l'essor du monde occidental.

<sup>30</sup> Le billet de banque est né dans la seconde moitié du XVII<sup>ème</sup>, voyez la leçon 6.

<sup>31</sup> **Douglas NORTH** (1920), économiste américain, prix Nobel 1993, appartient au courant de la « New Economic History ». Les économistes de ce courant de pensée ont développé une nouvelle science, la cliométrie, à savoir l'application à l'histoire des théories économiques et des techniques statistiques et économétriques. Dès 1974, ils ont ainsi démontré que les conditions de vie des esclaves noirs dans les états du sud des USA étaient meilleures que celles des ouvriers agricoles libres dans les états du nord.

C'est donc dans ce contexte qu'en 1776, **Adam SMITH** publie son ouvrage. Ses apports essentiels se situent au niveau des concepts fondamentaux, tels ceux de valeur et de prix. Il a également tenté de répondre à la question fondamentale du fonctionnement de l'économie de marché par le phénomène de la **MAIN INVISIBLE** : chaque individu poursuit exclusivement et de manière égoïste ses propres objectifs ; en cela, il est conduit par une « main invisible » à poursuivre l'intérêt collectif<sup>32</sup> ; il n'y a pas de contradiction entre ce dernier et les intérêts privés, et l'Etat ne doit pas intervenir dans ce mécanisme, sous peine de lui nuire. Comme l'écrit **SMITH** : « *L'homme recherche seulement son propre avantage et, dans ce domaine comme dans les autres, il est conduit par une main invisible à promouvoir des buts qui sont étrangers à ses intentions... En poursuivant son propre intérêt, il sert souvent mieux les desseins de la société que lorsqu'il essaie intentionnellement de le faire* ».

🔥 Exemple : l'approvisionnement alimentaire d'une ville. Qui décide? Chaque producteur ou commerçant, en recherchant son profit, permet aux consommateurs de trouver ce dont ils ont besoin. Citons encore **SMITH**<sup>33</sup> : « *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage.* »

**SMITH** fait dans son ouvrage l'apologie du laissez-faire, du **LIBERALISME ECONOMIQUE**, érigé plus tard en véritable doctrine.

### THOMAS MALTHUS

Thomas Robert **MALTHUS** doit la célébrité à son ouvrage « *An Essay on the Principle of Population* » (1798), dans lequel il préconise une **limitation volontaire des naissances, pour éviter la misère**. Il définit la survie comme « a perpetual struggle for room and food » ; les progrès technologiques et l'exploitation de nouvelles terres n'ont comme conséquence qu'une croissance de la population et non une augmentation du revenu/tête.

C'est le **piège malthusien** : toute hausse de population vient buter sur l'épuisement des ressources, **dans un cadre de techniques stables**. La thèse de **MALTHUS** est que la population croît en progression géométrique, alors que les moyens de subsistance ne croissent qu'en progression arithmétique<sup>34</sup>.

🔥 du X<sup>ème</sup> au XIII<sup>ème</sup> siècle: expansion, puis la population européenne est réduite de 30% au moins suite à la « grande peste » de 1348 (25 millions de morts en Europe, sur une population MONDIALE estimée à quelque 430 millions) ; phénomène identique aux XV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècles, puis famines au XVII<sup>ème</sup> – voyez dans le tableau de la page 5 la faible évolution démographique mondiale entre 1250 et 1750).

<sup>32</sup> **Smith** s'inspire à sa manière de la philosophie stoïcienne (Zénon, IV<sup>ème</sup> siècle AC) et de ses principes d'harmonie naturelle.

<sup>33</sup> Les citations sont extraites de son ouvrage « *La richesse des nations* », Tome IV, chapitre II, 1776.

<sup>34</sup> Une progression est une suite de nombres liés entre eux par un facteur constant appelé « raison »  $r$  ; une progression arithmétique (PA) est linéaire, tandis qu'une progression géométrique (PG) est exponentielle ; si  $r = 2$ , et que la base de la progression est 1, la PA est : 1, 3, 5, 7, 9, ... ; la PG est 1, 2, 4, 8, 16, ...

Pour éviter la catastrophe, il préconise la limitation volontaire des naissances, évidemment par des méthodes « naturelles » (nous sommes à la fin du XVIII<sup>ème</sup> et il est pasteur !) : pas de relations hors mariage, report de l'âge de celui-ci, ..., voire de ne permettre qu'aux couples faisant la preuve qu'ils pourront nourrir leurs enfants<sup>35</sup>.

La théorie de **MALTHUS** induit des conséquences « politiques » ; la bourgeoisie du XIX<sup>ème</sup> attribue la pauvreté du peuple ... au peuple lui-même, qui fait des enfants à profusion. C'est dans cet esprit que seront votées en Grande-Bretagne les « poor laws »<sup>36</sup>. Dans la même optique, il n'était évidemment pas question de partager les terres en les donnant aux pauvres, car cela aggraverait le phénomène de surpopulation.

**MALTHUS** publiera également en 1820 les « Principes d'Economie Politique », qui se veulent une réplique aux thèses ricardiennes, basées sur la loi de **SAY**<sup>37</sup>. **MALTHUS**, au contraire de **SAY** et de **RICARDO**, prétend que de l'excès d'épargne peut résulter un excès de production.

Malgré leurs divergences d'opinion, **SMITH** et **MALTHUS** forment avec **RICARDO** ce que l'on appelle « **l'Ecole Classique Anglaise** », qualifiée de « **pessimiste** ». Leur vue de l'évolution du système économique est essentiellement régie par 2 lois, celle de **MALTHUS** en matière démographique et celle des rendements décroissants (**RICARDO**), qui montre que pour nourrir une population croissante, il faut exploiter des terres de moins en moins fertiles (et donc moins rentables et plus coûteuses);

Selon **MALTHUS**, chaque fois que le salaire s'élèvera au-dessus du minimum de subsistance, la population augmentera, ce qui aboutira à une baisse des salaires. C'est la « **LOI D'AIRAIN DES SALAIRES** »<sup>38</sup>, expression que l'on doit au socialiste allemand **Ferdinand LASSALLE**<sup>39</sup>. Le salaire moyen du travailleur est celui qui lui permet tout juste de nourrir sa famille. La concurrence entre les ouvriers, non coalisés face au patronat, empêchera le salaire moyen de s'accroître durablement. La classe ouvrière est condamnée à la misère.

---

<sup>35</sup> Le Malthusianisme a été appliqué en Chine par la « politique de l'enfant unique » (1979) ; elle a été précédée dès 1970 par une première politique de limitation : mariage tardif et naissances peu rapprochées. La politique de l'enfant unique se traduit par la suppression des avantages dès le 2<sup>ème</sup> enfant, la stérilisation forcée, ... La fécondité par femme est ainsi passée de 5,75 enfants en 1970 à 1,6. La question aujourd'hui est : comment la Chine va-t-elle gérer le vieillissement « mécanique » de sa population ?

<sup>36</sup> En Grande Bretagne, les 1<sup>ères</sup> lois sur les pauvres dataient du XVI<sup>ème</sup>. Celle de 1834 instituait leur enfermement en « workhouses ».

<sup>37</sup> **Jean-Baptiste SAY** (1767-1832), économiste français, célèbre pour sa loi des débouchés : « globalement, toute offre engendre sa propre demande » ; il ne peut donc y avoir de crise de surproduction.

<sup>38</sup> L'airain est un terme ancien qui désigne un alliage de cuivre ; au figuré, il qualifie un objet dur ou rigide.

<sup>39</sup> **Ferdinand LASSALLE** (1825 – 1864), homme politique allemand, théoricien socialiste et écrivain.

---

## LE MARXISME

---

Vers le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle apparaît une véritable rupture doctrinale, avec l'allemand **Karl MARX** ; son analyse se différencie par la prise en compte de liaisons entre les structures sociales et économiques, l'économique étant inséparable d'une analyse globale de la société.



*Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895) – photo sur le site wikipédia.*

Il n'est pas simple de résumer une œuvre aussi complexe que celle de **MARX** et de son ami **Friedrich ENGELS**, qui la parachèvera. Nous nous bornerons donc à une description des principales phases de sa démarche (**modèle du matérialisme historique**). Il développe deux concepts philosophiques, **l'infrastructure et la superstructure**, permettant de distinguer les bases de l'ordre social :

- **L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE** désigne ce qui est relatif à la production :
  - les conditions (climat, ressources naturelles),
  - les **forces productives (ou mode de production)** matérielles et humaines (ressources, techniques, type de main-d'œuvre...), et
  - les **rapports de production**, identifiables grâce à la connaissance du régime de propriété et du mode de répartition des revenus. Historiquement, **MARX** distingue cinq modes de production : communauté primitive, modes de production asiatique (Etat pyramidal centralisé/propriété collective)<sup>40</sup>, antique (esclavage), féodal (servage), capitaliste (salarial - prolétariat).
  
- **La superstructure** comprend trois éléments :
  - **l'instance politique**, ou formes d'Etat ; l'Etat est l'expression politique du pouvoir de la classe qui détient les moyens de production ; il fait en sorte que cette classe se maintienne au pouvoir, et de ce fait est un instrument de domination d'une classe sur l'autre ;
  - **l'instance juridique** codifie le type d'appropriation des moyens de production par une classe déterminée ;
  - **l'instance idéologique** : les idées dominantes sont celles de la classe « supérieure » ; elles sont l'expression idéologique des conditions matérielles dominantes.

---

<sup>40</sup> Si le modèle de base était la Chine ancestrale, on le retrouve sous des formes diverses dans la civilisation d'Angkor (Cambodge, du IX<sup>ème</sup> au XIII<sup>ème</sup> siècle), l'Egypte de Pharaons, la Mésopotamie, l'Empire Perse, les civilisations Inca, Aztèque et Maya ...

- Toute société est traversée par des **antagonismes de classes**. Des contradictions apparaissent entre le mode et les rapports de production, ce qui explique les bouleversements sociaux. Lorsque les rapports de production ne sont plus adaptés aux forces productives, parce qu'ils évoluent moins vite, la révolution sociale va permettre de les harmoniser, en modifiant précisément les rapports de production. Toute la superstructure se transforme et s'adapte à la nouvelle société (ex. : révolution de 1789 : on balaie la superstructure de l'Ancien Régime pour mettre en place l'organisation libérale de la société).
- **Dans la société capitaliste, la détention des moyens de production permet à une classe, la bourgeoisie capitaliste, d'en exploiter une autre, le prolétariat<sup>4142</sup>**. Les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles propres à résoudre cet antagonisme.
- En effet, **la concurrence capitalistique** induit le machinisme, le progrès technique et la division du travail, ce qui **provoque l'aliénation du travailleur**. Celui-ci est obligé de vendre sa force de travail au capitaliste ; en ne payant au travailleur qu'un salaire de subsistance, ce dernier empêche une « plus-value », qu'il est capable d'accroître en élevant le « taux d'exploitation ».
- L'opposition entre la compression des salaires, nécessaire à l'augmentation de la plus-value, et la croissance de la production due à la concurrence est génératrice de **crises économiques (de surproduction)** ; durant celles-ci, les entrepreneurs les plus faibles sont ruinés et s'en vont rejoindre la masse des prolétaires.
- Autre point crucial de l'analyse marxiste : **la baisse tendancielle du taux de profit**. Elle est la conséquence logique de l'accroissement du capital par rapport au travail ; puisque seul le facteur travail dégage une plus-value, il y a suraccumulation, en ce sens que le taux de profit (profit/capitaux engagés) diminue, accentuant la fragilité des entrepreneurs. Lorsque le taux de profit devient trop faible, les capitalistes bloquent le processus d'accumulation, déclenchant ainsi des crises de plus en plus fréquentes et graves.
- Les contradictions du mode de production bourgeois provoqueront à terme sa disparition, et le développement d'un autre mode de production. **Au capitalisme succédera ainsi le communisme**, après une phase de transition, dénommée par Marx « le socialisme ».

---

<sup>41</sup> Ces idées ne sont pas neuves. Dès le début du XIX<sup>ème</sup> se sont développés des courants d'opinion « socialisant » : **Jean SISONDE DE SISMONDI** (Suisse, 1772-1842), d'abord libéral, affirme ensuite que le libéralisme économique accroît la misère des travailleurs et il prône la redistribution des richesses ; **Charles FOURIER** (France, 1773-1837) imagine une vie commune en phalanstères (**Marx** le qualifiera de socialiste critico-utopique). Citons encore **Pierre-Joseph PROUDON** (France, 1809-1865), « père » du mouvement anarchiste, qui affirmait « la propriété, c'est du vol ».

<sup>42</sup> En fait, **Marx** applique au capitalisme industriel la théorie de la rente de **Ricardo**, avec toutefois une différence importante : alors que la terre est quantitativement (et qualitativement) limitée, l'accumulation du capital industriel ne connaît pas de limite.

## SECTION 4 : L'ORGANISATION ECONOMIQUE

**Objectif 6** : appréhender les problèmes économiques fondamentaux qui se posent à toute société et les systèmes d'allocation des ressources.

### DES QUESTIONS QUE L'ON NE PEUT EVITER ...

Les problèmes économiques fondamentaux se sont posés de façon universelle dès les débuts de la civilisation. **Toute société humaine doit résoudre quatre questions économiques fondamentales et interdépendantes** :

- a) **QUE PRODUIRE ? (et COMBIEN ?)** : quels biens et services doivent être produits, et en quelles quantités ? S'ajoute à cela une dimension dynamique : faut-il produire par exemple plus de biens d'investissement aujourd'hui pour produire davantage de biens de consommation demain ?
- b) **COMMENT PRODUIRE ?** : quelles ressources et quelle technologie faut-il utiliser? Les biens sont-ils fabriqués en utilisant beaucoup de main-d'œuvre, ou plutôt avec des machines ? Notre électricité doit-elle être produite avec du charbon, du fuel, du combustible nucléaire, des énergies renouvelables ? Cette question concerne non seulement le mode de production et son coût direct, mais aussi certaines de ses conséquences (pollution, épuisement des ressources, ...), qui constituent en fin de compte des coûts indirects ;
- c) **POUR QUI PRODUIRE ?** : cette question est celle de la **répartition entre les agents des richesses créées**.
- d) **QUEL EST LE PROCESSUS DE DECISION ECONOMIQUE ?** Qui prend les décisions : les consommateurs, les producteurs, l'Etat ?

### QU'EST-CE QU'UN « SYSTEME ECONOMIQUE » ???

Un **SYSTEME ECONOMIQUE** s'articule autour de deux éléments :

- ❖ **des agents décideurs**, à savoir les ménages, les entreprises et l'Etat ;
- ❖ **un mécanisme de coordination**, rendu nécessaire par le fait que les décisions des agents économiques se heurtent les unes aux autres, et qu'il faut rendre compatible l'ensemble des choix.

Les économistes reconnaissent l'existence de deux grands mécanismes de coordination :

- ❖ la coordination par le **MARCHE** ;
- ❖ la coordination **PLANIFIEE**.

Le terme « marché » désigne en économie une situation d'échange (et non un lieu géographique quelconque). Dans une **économie de marché** (voyez le schéma ci-après), les agents décideurs opèrent des choix qui reflètent leurs **préférences** :

- ❖ **les ménages veulent maximiser la satisfaction** qu'ils tirent des biens et services qu'ils consomment ; ils ne peuvent y parvenir qu'en consommant rationnellement ;
- ❖ **les entreprises cherchent à maximiser leur profit**. Elles n'y parviendront qu'en produisant des biens et des services désirés par les consommateurs (qui leur adressent une demande sous forme de « votes monétaires » reflétant leurs préférences), et ce **au moindre coût**, sans gaspillage de ressources.

La production est ainsi orientée vers les biens et les services les plus « utiles » aux consommateurs, et les facteurs de production (capital, travail) sont affectés aux productions les plus rentables. Dès que les consommateurs modifient leurs « votes monétaires » (leur revenu ou leurs préférences changent, par exemple), il y a réorientation de la production et donc des facteurs. Et **c'est par le biais des PRIX** que les décisions des individus sont coordonnées sur les marchés.

❗ Illustrons cela : jusque dans les années 1960, la mode et la bienséance voulaient que l'on sorte la tête couverte : chapeaux et casquettes faisaient partie de la garde-robe quotidienne. Puis, la « mode » (= les goûts du consommateur) a changé : le couvre-chef s'est fait rare, les ventes ont chuté, les fabriques et les commerces spécialisés ont fermé, des régions productrices (en France notamment) ont été sinistrées ; les facteurs de production ont été réorientés vers des secteurs plus porteurs.

Les marchés semblent donc apporter une réponse satisfaisante à nos questions, selon le principe de la « **MAIN INVISIBLE** » d'Adam SMITH, fondement du libéralisme économique. Mais attention, il s'agit bien d'une **réponse ÉCONOMIQUE**. Nous vivons en **démocratie**, mais le marché impose quant à lui une **démocratie CENSITAIRE**<sup>43</sup> !

❗ Ainsi, Amartya SEN<sup>44</sup> constate que lorsqu'une famine frappe une région, les biens alimentaires n'y manquent en général pas. Il cite le cas de l'Irlande en 1845 : la crise de la pomme de terre, qui composait l'essentiel de la nourriture du peuple, a provoqué simultanément une flambée de son prix (rareté) et une chute des revenus de ceux qui vivaient de sa culture. Alors que les Irlandais mourraient de faim<sup>45</sup>, une multitude de navires chargés de blé, d'ovins, de porcs, d'œufs et de beurre produits en Irlande quittait les côtes pour les **ports anglais, là où les gens disposaient d'un pouvoir d'achat suffisant pour s'offrir ces denrées** ! On remarque le même phénomène dans des famines contemporaines.

<sup>43</sup> Un système censitaire est celui dans lequel le droit de vote est lié à l'impôt payé. Sur le marché, les agents « votent » avec l'argent, ce qui est en opposition avec le « tous égaux » démocratique.

<sup>44</sup> Amartya SEN (né en Inde en 1933), économiste, prix Nobel 1998, a été directeur du Trinity College à l'Université de Cambridge, président honoraire d'Oxfam. Nombreux travaux sur la famine, le développement humain, les mécanismes de la pauvreté, la mondialisation ... L'exemple cité est tiré de « **Un nouveau modèle économique** », chapitre 7, Ed Odile Jacob, 2000.

<sup>45</sup> Entre 1845 et 1852, 1 million de décès ; il faut y ajouter 2 millions d'émigrés (vers les USA essentiellement) ; la population de l'île était passée de 3 millions en 1740 à plus de 8 millions en 1840, 5 millions en 1860, 4 millions en 1920 !

Le marché n'est pas le seul mécanisme coordinateur envisageable. Il est possible de coordonner par directives ou planification ; dans ce cas, c'est **une autorité centrale (gouvernement par exemple) qui impose « arbitrairement » le QUOI, le COMMENT et le POUR QUI**. On parle alors d'**économie planifiée**, ou centralisée.

Ce système a fonctionné en URSS<sup>46</sup>, pratiquement dès la révolution de 1917, et a été appliqué dans ses pays satellites après 1945, et ce jusqu'à la chute des régimes communistes européens à l'aube des années 1990<sup>47</sup>. Il sévit encore dans certains pays aujourd'hui<sup>48</sup>. **Il se caractérise en général par la propriété étatique des moyens de production (voire plus), sensée selon les thèses marxistes éviter les dérives du capitalisme libéral<sup>49</sup>, et la non prise en compte des préférences des consommateurs.**

De nombreux problèmes apparaissent dans de tels systèmes : les contrôles sont pléthoriques (vérification du respect du plan), le mécanisme de décision est lourd, et puisque les ajustements ne peuvent se faire comme expliqué ci-dessus par les prix, fixés arbitrairement par le plan, ce sont les mouvements de stock des entreprises et les **files d'attente des consommateurs** qui les réalisent. En outre, la philosophie (et la survie) de ces régimes s'accommodent en général très mal du respect des libertés individuelles (parti unique, pas d'opposition critique, ni de presse libre, ...) ; l'Etat contrôle tout, y compris les statistiques qu'il publie<sup>50</sup>.

|  |                             |                             |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>4 QUESTIONS :</b>   | <b>QUE PRODUIRE ?</b>       | <b>COMMENT ?</b>            |
|  | <b>POUR QUI ?</b>           | <b>QUI DECIDE ?</b>         |
| <b>2 REPONSES :</b>  | <b>L'ECONOMIE DE MARCHÉ</b> | <b>L'ECONOMIE PLANIFIEE</b> |
| <b>1 OUTIL :</b>   | <b>LA FPP</b>               |                             |
| <b>L'ETAT DE L'ECONOMIE DEPEND DE LA PROCEDURE DE DECISION PAR LAQUELLE LA SOCIETE RESOUT LE PROBLEME DE L'ALLOCATION DES RESSOURCES. LE LIBERALISME ECONOMIQUE SEMBLE DE CE POINT DE VUE ETRE LE MEILLEUR (OU LE MOINS MAUVAIS) DES SYSTEMES.</b> |                             |                             |

<sup>46</sup> L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques est née de la révolution russe de 1917 ; après 1945, elle a imposé son régime à la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaque, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie et la République Démocratique Allemande (RDA), partie est de l'Allemagne « libérée » par l'armée rouge en 1945.

<sup>47</sup> Le 8 novembre 1989, la chute du mur de Berlin (construit en 1961) annonce la fin de ces régimes. L'URSS est « dissoute » fin 1991 et « remplacée » par la CEI (Communauté des Etats Indépendants) ; disparaissent également le COMECON (« marché commun » du bloc de l'Est) et le Pacte de Varsovie (Alliance militaire, équivalente de l'OTAN).

<sup>48</sup> Sous diverses formes : Cuba, Corée du Nord, ...

<sup>49</sup> Il est à remarquer que **Marx** ne s'est jamais posé la question de l'organisation pratique de cette forme de société.

<sup>50</sup> Et ils ont réussi à « berner » beaucoup de monde, dont nombre d'intellectuels français et britanniques. **Paul Samuelson** lui-même écrivait en 1970 dans son ouvrage « Economics » que le PIB US serait dépassé par le PIB soviétique entre 1990 et 2000 ! Le PIB est l'ensemble des richesses produites par une économie sur une année –voyez la leçon 5.

**Objectif 7 : analyser le rôle de l'Etat dans le système économique capitaliste.**

## L'ECONOMIE DE MARCHÉ : LA LOI DE LA JUNGLE ?

La réponse donnée par les marchés au « **POUR QUI** » ne satisfait pas tout le monde :

- ❖ certains ménages ne disposent pas de revenus suffisants leur permettant de vivre décemment, notamment parce qu'ils manquent de compétences valorisables sur le marché des facteurs (ils n'ont pas de travail ou touchent de très bas salaires) ;
- ❖ l'absence de réelle concurrence parfaite sur le marché (cfr leçon 3 – on parle de concurrence imparfaite) peut générer des effets pervers tels que la domination de certaines firmes, la pollution, une inefficace allocation des ressources, ...

A ce sujet, deux positions s'affrontent<sup>51</sup> : les « libéraux<sup>52</sup> » et les « interventionnistes ».

🔥 Les pionniers de la Science Economique (SMITH, ...) et les partisans contemporains du libéralisme économique le plus pur réduisent le rôle de l'Etat à des fonctions régaliennes, essentiellement **la protection de la propriété privée et la protection des contrats**, ce qui implique que les pouvoirs publics doivent faire fonctionner une armée, une police, une justice. Un des « libéraux » les plus célèbres, **Friedrich von HAYEK**<sup>53</sup> estime dans la droite ligne de la « main invisible » que **le libéralisme est la seule philosophie politique moderne** ; nul ne peut savoir comment planifier la croissance économique, et croire que le pouvoir politique peut se substituer au marché est une absurdité.

D'autres économistes sont critiques vis-à-vis des mécanismes du marché<sup>54</sup> (c'est là une position normative), leur argument majeur étant que les marchés ne s'autorégulent pas, et préconisent une intervention étatique dans la sphère économique. **Selon eux, l'Etat doit :**

- ❖ **veiller à l'efficacité des marchés ;**
- ❖ **promouvoir la justice sociale ;**
- ❖ **maintenir autant que possible la croissance et la stabilité économique.**

## L'ETAT, GARANT DE L'EFFICACITE DES MARCHES ?

**L'ETAT VEILLE A L'EFFICACITE DES MARCHES.** Nombre de ceux-ci connaissent une situation de concurrence imparfaite, dans laquelle certaines firmes dominantes manipulent les prix. La lutte contre ces phénomènes passe notamment par **des réglementations antitrust**.<sup>55</sup>

L'Etat intervient pour corriger d'autres types d'imperfections du marché, comme les **externalités** (coûts que des firmes ou des individus font subir à d'autres, par exemple la pollution, de manière externe au marché - leçon 4), ou **les aléas moraux** (comportements déviants de certains agents avides de profit au détriment d'autres - leçon 3).

<sup>51</sup> Notez que ce débat date de la fin du Moyen-Âge – voyez l'article de Jean SLOOVER ci-dessous.

<sup>52</sup> Libéral au sens européen du terme ; aux USA, le libéralisme politique se situe plutôt au centre gauche (démocrates).

<sup>53</sup> **Friedrich Von HAYEK** (1899-1992), économiste et philosophe britannique d'origine autrichienne, prix Nobel 1974.

<sup>54</sup> Tels **Joseph STIGLITZ** (réf p 6) et **Paul KRUGMAN** (économiste US, 1953, prix Nobel 2008).

<sup>55</sup> Un trust est une concentration d'entreprises ; au départ, une grosse entreprise rachète ses concurrents (trust horizontal), ou ses fournisseurs et/ou clients (trust vertical). Le but est de dominer le marché.

Enfin, il appartient à l'Etat de « produire » des **biens publics accessibles à tous** (leçon 4) ; il s'agit de biens qu'aucune firme privée ne trouve apparemment avantage à produire, et pourtant nécessaires au bon fonctionnement de notre société (routes, enseignement, ...). L'Etat finance ces biens en prélevant des impôts et taxes, et gomme ainsi en partie l'inégale distribution des revenus provenant des mécanismes du marché.

🔥 Là où l'Etat minimise son rôle, les coûts pour les citoyens peuvent se révéler exorbitants. Ainsi, l'inscription dans une bonne Université US coûte entre 15.000 et 20.000 € (835 € en Belgique !) ; arguant que l'Etat est un piètre gestionnaire, les libéraux poussent aux privatisations, et certains "libertaires extrémistes" estiment que TOUT est privatisable, et nient par conséquent la notion d'Etat elle-même !<sup>56</sup> Le problème du financement des biens publics est que le citoyen paie même s'il ne consomme pas, ce qui génère en fait de multiples questions et débats normatifs sur le rôle et la nécessité des impôts ; ainsi, par exemple, l'Etat belge subventionne à l'aide de nos impôts certaines religions, notamment en payant un salaire aux ministres du culte ; qu'en pense l'athée ?<sup>57</sup>

---

### « L'ETAT-PROVIDENCE » (WELFARE STATE)

---

Il est communément admis que le mécanisme du marché n'apporte pas une solution acceptable en termes d'allocation des richesses créées par les activités économiques ; les causes de cette situation sont multiples : **héritages, aléas de la vie, prix des facteurs de production liés à l'évolution technologique, ...** Bien que la question soit normative, une société démocratique peut estimer qu'une inégale répartition des revenus sera socialement et/ou politiquement inacceptable.

L'Etat se voit alors investi d'une mission de « **JUSTICIER REDISTRIBUTEUR** » ; pour la remplir, il va instaurer un système d'impôt progressif (plus on est nanti, plus proportionnellement on paie, système aujourd'hui critiqué par certains qui préconisent une « **flat tax** »<sup>58</sup>), et de cotisations sociales, d'une part, et un système de transferts, d'autre part (**la sécurité sociale**), qui assure un minimum de moyens d'existence aux démunis : **c'est l'ETAT-PROVIDENCE** (imaginé par le gouvernement britannique dès 1945 [**rapport BEVERIDGE**<sup>59</sup>] et défendu par le philosophe **John RAWLS**<sup>60</sup>).

Cette notion d'Etat-Providence est aujourd'hui remise en cause par les libéraux, avec des arguments multiples : des effets pervers sur le mécanisme de marché, des impôts trop lourds décourageant le travail et l'investissement, des allocations sociales trop généreuses n'incitant pas à retrouver un emploi (théorie du « **job search** »<sup>61</sup>), des déficits publics abyssaux, l'absence d'une vision à long terme (décisions politiques électoralistes, donc à court terme).

---

<sup>56</sup> Voyez ci-dessous, p 28.

<sup>57</sup> Quoique l'Etat rémunère également des « conseillers laïcs ». Mais nous pouvons faire la même remarque à propos de subventions accordées par exemple aux chemins de fer, aux théâtres, ...

<sup>58</sup> Il s'agit d'un système à taux unique ; par exemple, chacun paie un impôt de 20% sur son revenu ; il est déjà appliqué dans nombre de pays d'Europe centrale : Bulgarie, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Roumanie ...

<sup>59</sup> **Lord William Henry BEVERIDGE** (1879-1963), économiste et sociologue anglais, auteur d'un plan de sécurité sociale (1942).

<sup>60</sup> **John Borden RAWLS** (1921-2002), philosophe américain, professeur notamment à Oxford et Harvard ; au contraire de l'Europe, dans les pays anglo-saxons, aux USA en particulier, les libéraux sont « à gauche », tel le parti démocrate (B. Obama).

<sup>61</sup> Due à l'économiste américain **Georges STIGLER** (1911-1991), prix Nobel 1982.

L'Etat Providence prend d'ailleurs des formes très différentes selon les pays ; nous pouvons distinguer trois modèles de base, avec des situations intermédiaires<sup>62</sup> :

- **l'Etat Providence libéral**, où la protection très limitée est dédiée aux plus faibles (USA, Canada, Grande-Bretagne) ;
- **l'Etat Providence corporatiste (modèle bismarckien<sup>63</sup>)**, où la protection sociale est liée au travail salarié (le statut professionnel détermine les droits sociaux – Allemagne, France) ;
- **l'Etat Providence social-démocrate<sup>64</sup>**, avec une protection sociale de haut niveau reposant sur les droits de la citoyenneté (pays scandinaves).

La Belgique connaît actuellement un système intermédiaire entre ces deux derniers.

---

## LE PROBLEME DES INEGALITES ECONOMIQUES

---

Que devrait faire l'Etat concernant le problème des inégalités économiques ? Cette question est normative, et si elle est au départ « économique », elle relève plus encore de la **philosophie politique**.

Un premier courant de la philosophie politique est **l'utilitarisme**, développé par **Jeremy BENTHAM<sup>65</sup>** et **John Stuart MILL<sup>66</sup>**, selon lequel **l'Etat devrait chercher à maximiser l'utilité totale des citoyens**.

🚫 En vertu de la loi de l'Um décroissante (p 10), 1 € supplémentaire donné à un pauvre a une utilité plus importante que le même € donné à un riche. L'Etat devrait donc tenter d'atteindre une répartition du revenu la plus égalitaire possible. Toutefois, si l'Etat taxe fortement les riches et diminue les transferts aux pauvres au fur et à mesure que leurs revenus augmentent, chacun sera incité à moins travailler, les revenus totaux diminueront et donc l'utilité totale. L'égalisation parfaite des revenus n'est pas meilleure qu'une certaine inégalité.

Un second courant de la philosophie politique est le **libéralisme**, au sens où **John RAWLS** l'a développée dans son maître-ouvrage « A theory of justice » (1971). Il part du principe qu'une société doit être « juste » ; mais qu'est-ce que « juste », dès lors que le point de vue de chacun se fonde sur sa situation personnelle (riche ou pas, talentueux ou pas, ...) ? Il propose une expérience de pensée, en imaginant que les individus se réunissent avant d'être nés pour concevoir les règles qui gouvernent la société (« voile d'ignorance : nous ne savons pas à ce moment ce que nous serons dans la vie »).

---

<sup>62</sup> Jacques BRASSEUL, Un monde meilleur ?, éd A. Colin, 2005.

<sup>63</sup> **Otto, Prince von BISMARCK** (1815-1898), homme d'état prussien, ministre, il fut un des fondateurs de l'unité allemande et devint chancelier de l'Empire. Pour s'attacher la classe ouvrière, il emprunta la voie du socialisme.

<sup>64</sup> Voyez la chronique de **Jacques ATTALI** (1943) ci-dessous ; économiste et écrivain français, **J. ATTALI** fut notamment conseiller spécial du Président F. MITTERAND, puis fondateur et président de la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement)

<sup>65</sup> **Jeremy BENTHAM** (1748-1832), philosophe et juriste britannique.

<sup>66</sup> **John Stuart MILL** (1806–1873), philosophe et économiste britannique appartenant à l'Ecole Classique.

Dans ces conditions, la négociation sur les principes de justice sera équitable.

🔥 En effet, tous les négociateurs seront concernés par le fait de pouvoir se retrouver au bas de l'échelle ; dès lors, chacun conviendra que **l'Etat devrait rechercher à maximiser le bien-être de la personne la plus défavorisée de la société (critère du maximin)**. Ce critère ne vise pas une répartition strictement égalitaire, pour les mêmes raisons que chez les utilitaristes, mais bien une redistribution plus forte (principe de l'assurance sociale).

Rawls se pose alors la question du principe de liberté (individuelle) par rapport au principe de différence, qui concerne les inégalités économiques et sociales. Il estime que le premier principe ne peut être sacrifié au second : **il n'est pas question de toucher aux libertés individuelles pour réduire les inégalités.**

🔥 Il s'agit là des principes de base de la démocratie « occidentale » que les USA et surtout l'Europe veulent voir appliquer par le reste du Monde ; voyez les négociations internationales en matière de commerce, de transferts de technologie, d'aides au développement, incluant la question des « droits de l'Homme ». **Néanmoins, face à l'émergence de super-puissances comme la Chine et l'Inde, on peut se demander si ce ne sont pas leurs modèles qui s'imposeront dans quelques années ! ! !**

Dès lors qu'une société de liberté produit nécessairement des inégalités, il faut se pencher sur le second principe. Il s'agit de partager les « **biens premiers** », à savoir toute ressource que l'individu désire nécessairement en tant que « précondition de la poursuite de ses plans de vie » : revenus, choix de la position sociale, ... Les inégalités économiques doivent être aménagées de telle sorte qu'elles profitent aux plus défavorisés, tout en assurant égalité des chances). Ce second point prime sur le premier ; **la société doit d'abord assurer l'égalité des chances et ensuite protéger les plus faibles.**

🔥 **La légitimation des inégalités** peut par exemple s'exprimer comme suit : si les inégalités de revenus favorisent la croissance et l'amélioration de la vie des plus pauvres, par exemple en créant suffisamment d'emplois correctement rémunérés, elles sont légitimes ; si par contre ces inégalités s'accroissent, rendant les pauvres plus pauvres, elles sont illégitimes, ce qui implique une intervention de l'Etat.

Un troisième courant est le **libertarisme** (libertariens). **L'Etat ne doit pas redistribuer les revenus, mais punir les crimes et garantir les accords volontaires entre les individus.**<sup>67</sup> Selon **Robert NOZICK**<sup>68</sup>, il faut évaluer le principe qui a conduit aux situations inégalitaires ; si ce processus est déloyal (vol, ...), l'Etat doit intervenir ; si le processus est loyal, la répartition est juste, même si elle est inégalitaire. L'Etat doit par contre faire valoir les droits individuels, afin de s'assurer que chacun a les mêmes opportunités de réussir<sup>69</sup>.

---

<sup>67</sup> Nous retrouvons là les fonctions régaliennes chères aux Classiques, quoique les libertariens soient plus radicaux. Ainsi, l'Etat punit les crimes, mais ils estiment que les prisons doivent être privatisées...

<sup>68</sup> **Robert NOZICK (1938-2002)**, philosophe américain, professeur à Harvard.

<sup>69</sup> On ressent évidemment l'influence de la mentalité US, pays de « tous les possibles » ; pays d'émigrants, liberté d'entreprendre, chacun peut faire fortune, fiscalité allégée, Etat peu présent et suscitant la défiance, ... « The world is strangling at the hands of a man-created monster – government – which grows more out of control each day. » - Robert J. RINGER, Restoring American Dream, p 18, éd Fawcett Crest, New York, 1979 (à l'époque, 5 mois sur la liste des best seller du New York Time).

✿ En fait, il définit la justice comme la procédure qui est choisie pour répartir les biens avec une justesse du résultat, c'est-à-dire ... le marché ! Si des milliers d'individus acceptent de payer un prix élevé pour voir jouer une vedette, la répartition des revenus ainsi induite n'a pas à être modifiée par l'Etat, puisqu'elle est la conséquence d'une décision volontaire (libre) de ces individus. Son principe de justice s'énonce comme suit : « *de chacun comme ils choisissent à chacun comme ils sont choisis* »<sup>70</sup>.

Nozick va toutefois plus loin dans sa réflexion, et s'intéresse à la **justice historique** : d'où viennent les richesses des individus contemporains ? Comment s'est effectuée jadis l'appropriation des ressources qui n'appartenaient alors à personne ? Comment réparer les injustices ? Ceux qui ne profitent pas des biens ne doivent-ils pas recevoir une compensation, d'autant plus que la situation défavorisée de certains groupes ethniques ou sociaux n'est pas due à une procédure de marché<sup>71</sup> ?

Ces brillantes discussions philosophico-économiques ont en tout cas le mérite de faire évoluer les pratiques face à la pauvreté et à la précarisation.

---

## L'ETAT, REGULATEUR DE LA CROISSANCE ?

---

**L'ETAT MAINTIENT LA CROISSANCE ET LA STABILITE ECONOMIQUE.** Le système économique capitaliste semble avoir été de tout temps sujet à des **cycles périodiques ; un cycle économique se traduit par une phase de croissance ou d'expansion, aboutissant à une "surchauffe" source d'inflation (c'est-à-dire de hausse des prix), suivie d'une phase de récession, source de chômage.** J.M. KEYNES a démontré dans sa « Théorie Générale »<sup>72</sup> comment les Etats pouvaient a priori éviter les excès provoqués par les cycles. Il affirme que grâce à un judicieux dosage de **POLITIQUES BUDGETAIRE, FISCALE ET MONETAIRE,** il est possible de promouvoir la croissance économique et de stabiliser l'économie en atténuant l'inflation et le chômage. Dans le cadre d'une **économie mondialisée,** il appartient aussi à l'Etat de positionner son économie en **situation d'avantage comparatif**<sup>73</sup> **dynamique,** et ce pour un certain nombre de secteurs au moins.

✿ Un pays dispose d'un avantage absolu lorsqu'il vend un produit moins cher que tous les autres pays ; cet avantage est dit comparatif lorsqu'il se spécialise dans la production pour laquelle son désavantage est le moins grand. Dans les années 1950, la Corée du Sud avait un avantage comparatif dans la production du riz, travail pénible exigeant une main d'œuvre abondante non qualifiée. Elle l'a aujourd'hui dans la production de matériel électronique. Cette extraordinaire transformation s'est opérée en partie parce que l'Etat a développé un enseignement technique et scientifique performant, a incité les jeunes à se former et des groupes industriels à émerger et croître. Le « capitalisme » a fait le reste. La Corée du Sud a un taux de chômage de 3,4% (2014).

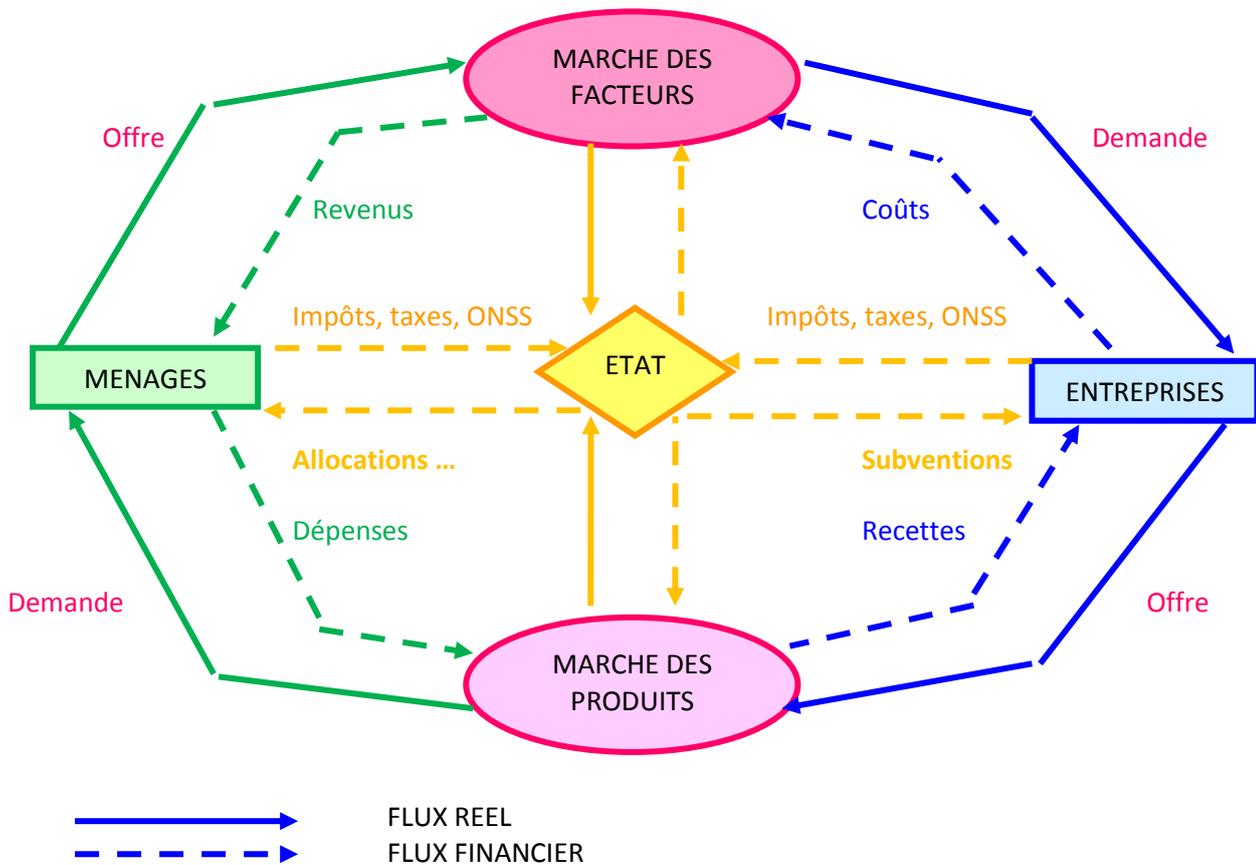
---

<sup>70</sup> R. Nozick, Anarchie, Etat et Utopie, 1988.

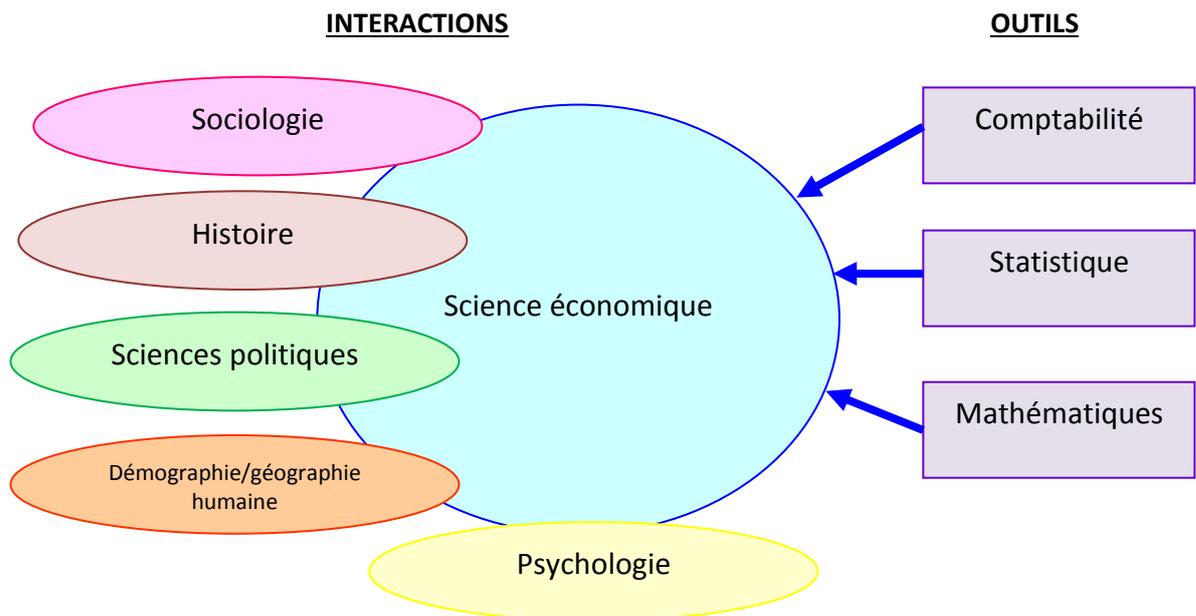
<sup>71</sup> Le débat ressurgit régulièrement aux USA, à propos de la situation des afro-américains issus de l'esclavage ou des Indiens. Certains Etats qui prohibaient le jeu ont accordé aux indiens le droit d'ouvrir des casinos dans leurs « réserves », en « compensation » de la spoliation de leurs terres de chasse au XIX<sup>ème</sup> siècle et de leur confinement dans des réserves.

<sup>72</sup> Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie, 1936

<sup>73</sup> Théorie due à David Ricardo



La science économique et les autres sciences



**L A C H R O N I Q U E**

DE JEAN SLOOVER

# Le bonheur et l'utile

● Nous aspirons tous à être heureux. Mais comment pourrions-nous l'être sans disposer des biens sans lesquels il n'est pas possible de vivre ? Bonheur et utilité sont donc liés. Mais qu'est-ce que le bonheur ? Et peut-on le poursuivre en solitaire sans se heurter à la même quête chez les autres ? Autrement dit, sans que notre recherche personnelle de la félicité terrestre et du bien-être matériel pose problème dans l'espace public ?

A ces questions essentielles, les philosophes ont donné une grande variété de réponses. La raison, par exemple. Convoquée dès l'Antiquité pour identifier la nature du « souverain bien » qu'est le bonheur, cette voie de connaissance de la loi naturelle révélatrice des sources de la satisfaction se verra pourtant vite contestée. Par le christianisme, notamment, qui proclamera l'impossibilité de la béatitude en dehors du Royaume. La vertu, laquelle consiste à être heureux en réalisant au bénéfice des autres le meilleur de soi-même, subira un sort comparable : amplifiée par l'Eglise, l'idée que s'occuper de soi éloigne de l'excellence résistera mal à la Renaissance italienne, qui exaltera le rôle bénéfique pour tous de la richesse accumulée par l'appât du gain de quelques-uns.

Cette relation problématique entre une conduite économiquement favorable et ses conséquences néfastes sur les plans moral et politique suscitera néanmoins fort tôt d'abondantes méditations. Dès la sortie du Moyen Age s'ébauchera le très actuel débat entre la nécessité d'une régulation gouvernementale et la capacité du système marchand à s'autoréguler. Ainsi naît, au cœur des Lumières, un antagonisme décisif entre ceux pour qui l'utilité ne mène pas nécessairement au bonheur et les « utilitaristes » qui regardent la raison calculatrice (« L'arithmétique des plaisirs et des peines », dira Bentham) comme la meilleure façon d'y parvenir.

La poussée de l'industrie permettra à l'utilitarisme de faire sa jonction avec le libéralisme économique. Mais l'antiutilitarisme demeurera bien vivant au sein de puissantes pensées critiques comme celles de Marx ou de Durkheim, pour qui l'en-

semble des conduites sociales ne peuvent pas s'expliquer par l'empilement des égoïsmes individuels. Cette opposition entre le parti de l'intérêt et ses adversaires sera portée à son paroxysme avec les totalitarismes du xx<sup>e</sup> siècle. Mais Auschwitz et le Goulag laisseront entière la question de base : est-il d'autre fondement à la morale et au politique que l'intérêt ?

Aujourd'hui, la « pensée unique » s'efforce toujours de nous convaincre que, dans tous les domaines, y compris l'amour, nous nous comportons comme un agent économique rationnel. A l'heure où, à Manhattan et ailleurs, l'Occident matérialiste redécouvre avec effroi la pérennité des passions politiques et de l'irrationalité religieuse, de telles visions ne peuvent pourtant que vaciller : peut-on raisonnablement continuer

à regarder l'économie de marché comme l'horizon indépassable de l'Humanité quand la globalisation montre, chaque jour davantage, toute la complexité de l'action humaine, et où l'intérêt n'occupe parfois aucune place ?

Regroupés au sein du Mouvement antiutilitariste dans les sciences sociales

(M.A.U.S.S.), une poignée d'intellectuels français s'insurgent contre cette perception réductrice. Ils affirment que nous n'agissons pas que de manière intéressée. Mieux : que nos gestes vis-à-vis des autres procèdent d'une double obligation d'offrir et de rendre, imaginée par nos ancêtres « sauvages » pour permettre aux hommes des origines de faire société en substituant la rivalité de la générosité à celle des armes exterminatrices. Et, pour dépasser autant le sacrifice de soi prônée par les grandes religions universalistes que l'égoïsme radical qui inspire l'hégémonie libérale actuelle, il n'est, selon le M.A.U.S.S., d'autre voie, pour s'arracher au « choc des civilisations », que de replonger d'abord dans l'héritage infiniment riche de tout ce qui s'est pensé concernant le bonheur et l'utile depuis vingt-cinq siècles. C'est ce qu'ils ont fait dans *l'Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique* (1). Faire et défaire... ●

(1) Sous la direction d'Alain Caillé, Christian Lazzeri et Michel Senellart, Editions La Découverte, 2001, 755 p.

*Le débat très actuel entre la nécessité d'une régulation gouvernementale et la capacité du système marchand à s'autoréguler est né à la fin du Moyen Age*

Chronique parue dans le Vif/l'Express (date inconnue, probablement fin 2001-début 2002).

# Perspectives

par Jacques Attali/

LE VIF / 53



DAPHNE POURLE VIF/L'EXPRESS

## LA SOCIAL-DÉMOCRATIE A-T-ELLE UN AVENIR ?

**Q**uand le président de la République française reconnaît publiquement qu'il est social-démocrate, se rallie-t-il à une doctrine d'avenir ou bien rejoint-il un mouvement dépassé ? Pendant longtemps, la social-démocratie a incarné un modèle de société impossible en France : un Etat modeste, excluant l'appropriation collective des moyens de production et s'appuyant sur des partenaires sociaux puissants pour se concentrer sur la recherche de la justice sociale par des dépenses publiques massives, financées par une économie de marché concurrentielle. Ce modèle, expérimenté d'abord dans la Prusse de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, incarnait le seul socialisme que Karl Marx pensait possible, aussi longtemps que le capitalisme ne se serait pas généralisé à la planète entière.

Dans les pays aujourd'hui sociaux-démocrates, ou qui l'ont été longtemps, comme la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Autriche ou les Pays-Bas, ce modèle a permis, et permet encore, de réduire le chômage et les inégalités, et d'approfondir la démocratie dans l'entreprise, sans que les considérables budgets nécessaires nuisent au dynamisme de l'économie de marché. Par exemple, le Danemark, dirigé par les sociaux-démocrates avec des alliés plus à gauche, a un niveau de dépenses publiques supérieur à celui de la France, ce qui ne l'empêche pas d'avoir un taux de chômage inférieur, une dette très basse et une balance des paiements largement excédentaire.

En France, où l'Etat est depuis des siècles propriétaire d'une part importante de l'industrie, où les syndicats ouvriers sont très faibles, où l'extrême gauche n'a pas été discréditée par le terrorisme, où le Parti communiste a longtemps dominé la gauche et où l'économie de marché a été de longue date présentée comme diabolique, la social-démocratie n'avait pas sa place, au moins dans le vocabulaire.

La crise de la mondialisation, qui aggrave les inégalités, approfondit le chômage, ruine les Etats et les institutions de protection sociale, lui donne une nouvelle vigueur. Mais les seuls outils de la négociation sociale, des transferts massifs

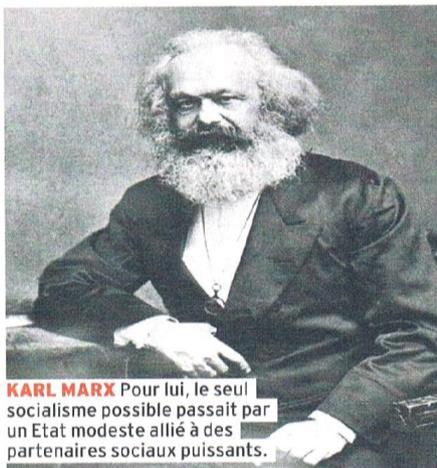
et d'une économie de marché florissante ne suffiront pas à répondre aux défis, car ils sont sans impact crédible sur l'environnement, la globalisation, l'urbanisation, les transports, la solitude, le stress. Ils ne fournissent pas, en particulier, de réponses convaincantes aux questions posées par l'évolution des exigences pédagogiques et thérapeutiques, la dynamique de l'identité nationale et les menaces que le numérique fait peser sur les libertés. Ils ne disent rien enfin de la façon de sauver la démocratie quand la mondialisation la bouscule et que l'idéologie individualiste la marginalise.

L'augmentation illimitée des dépenses publiques et les palabres des partenaires sociaux ne constituent donc plus l'alpha et l'oméga de l'action publique. Il faut y introduire au moins deux idées neuves. D'une part, chaque citoyen doit

disposer, ici et maintenant, de plus de « bon temps ». Autrement dit, l'ambition suprême du politique doit être que chaque minute de la vie de chaque citoyen soit aussi pleine que possible. Cela le conduira, par exemple, à accorder une importance majeure à l'amélioration des transports en commun, afin qu'ils deviennent des lieux de confort où chacun pourra étudier ou se distraire ; et aussi à considérer que l'objectif ultime de la société n'est pas de réduire la durée du travail, mais d'en améliorer le contenu, pour que chacun y trouve un épanouissement personnel.

D'autre part, toute génération doit considérer qu'il est de son intérêt de faire le bonheur des prochaines. Cela mènera, par exemple, à faire de l'Etat un investisseur patient dans les secteurs d'avenir, en particulier les économies d'énergie, la santé et l'éducation ; cela

obligera aussi à favoriser la stabilité et la loyauté des actionnaires à l'égard des autres parties prenantes de l'entreprise. Cela fera surgir enfin une nouvelle géopolitique, condition de la survie de la démocratie, qui, dans le cas de la France, l'incitera à considérer la construction d'une Europe et d'une Francophonie fédérales comme des éléments essentiels du « bon temps », pour cette génération et les suivantes. ●



**KARL MARX** Pour lui, le seul socialisme possible passait par un Etat modeste allié à des partenaires sociaux puissants.

BELGAMAGE

Le Vif/L'Express, 31 janvier 2014

<sup>74</sup> Les deux groupes majoritaires au Parlement Européen sont le Parti Populaire Européen (PPE - Démocrates-Chrétiens - 217/750) et le Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D - 190). RIEN ne se fait au niveau européen sans leur aval.

## **RESUME**

1. Toutes les questions économiques découlent d'un seul fait fondamental : la rareté des ressources existantes, dépassées par les besoins des êtres humains.

Partant de ce postulat, l'Economie a évolué pour devenir la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif. La micro-économie analyse plus particulièrement le comportement des agents individuels ; la macro-économie s'intéresse au fonctionnement de l'économie dans son ensemble.

2. L'économiste, en tant que scientifique, cherche à comprendre ce qui est (question positive) sans se prononcer sur ce qui devrait être (question normative). Pour atteindre ses objectifs qui sont d'expliquer et de prévoir, l'économiste utilise des méthodes de travail empruntées aux sciences naturelles.

La méthode inductive est fondée sur l'observation des faits, afin d'élaborer des LOIS ; l'économiste doit alors affronter deux difficultés majeures : la première est le passage d'une observation particulière, limitée dans le temps et l'espace, à une conclusion d'ordre général ; la seconde résulte de la complexité du phénomène étudié. La connaissance ainsi fournie sera schématique et approximative, conséquence de la simplification initiée par les hypothèses de base.

3. Les théories économiques sont régies par deux lois fondamentales, l'utilité marginale décroissante et les rendements marginaux décroissants. Tout individu éprouve des besoins qu'il va satisfaire en se procurant des biens et des services. La loi de la satiabilité des besoins individuels, ou loi de GOSSEN, pose le postulat de l'utilité marginale décroissante : plus on consomme d'un bien, plus l'utilité marginale (de la dernière unité consommée) a tendance à diminuer. Les économistes supposent que le consommateur est rationnel (*homo oeconomicus*), en ce sens qu'il répartit son revenu en recherchant la satisfaction optimale.

4 L'entreprise achète ou loue des facteurs de production (nous avons essentiellement retenu le capital et le travail), appelés INPUTS, qu'elle combine pour produire des OUTPUTS. Cette combinaison est décrite par une fonction de production. L'analyse du comportement du producteur repose sur la loi de la productivité marginale décroissante, qui montre que si on ajoute à un facteur fixe des doses constantes de l'autre facteur, la productivité marginale (de chaque unité) décroît.

5. La rareté implique que la société opère des choix. Les choix possibles sont, en terme de production de richesses, symbolisés par la frontière des possibilités de production (FPP). Celle-ci indique les quantités maximales de biens qu'un système économique peut produire compte tenu de ses ressources disponibles. Tout accroissement des ressources, toute amélioration de la technologie "élargit" la FPP. Celle-ci symbolise également l'efficacité du système puisqu'une économie située sur sa FPP ne gaspille aucune ressource.

6. La science économique est née en 1776 avec l'ouvrage d'Adam Smith, communément appelé « la richesse des nations ». Ses apports essentiels se situent au niveau des concepts fondamentaux, tels ceux de valeur et de prix. Il a également tenté de répondre à la question fondamentale du fonctionnement de l'économie de marché par le phénomène de la MAIN INVISIBLE : chaque individu poursuit exclusivement et de manière égoïste ses propres objectifs ; en cela, il est conduit par une « main invisible » à poursuivre l'intérêt collectif ; il n'y a pas de contradiction entre ce dernier et les intérêts privés, et l'Etat ne doit pas intervenir dans ce mécanisme, sous peine de lui nuire.

7. Robert Malthus, « disciple » de Smith, constate que les périodes d'expansion des populations ont été inéluctablement suivies par des périodes de recul démographique ; c'est le piège malthusien : la hausse de population vient buter sur l'épuisement des ressources, dans un cadre de techniques stables. Pour éviter la catastrophe, il préconise la limitation volontaire des naissances. Selon MALTHUS, chaque fois que le salaire s'élèvera au-dessus du minimum de subsistance, la population augmentera, ce qui aboutira à une baisse des salaires. C'est la LOI D'AIRAIN DES SALAIRES.

8. L'analyse de Karl Marx prend en compte les liaisons entre les structures sociales et économiques, l'économique étant inséparable d'une analyse globale de la société. Trois idées importantes : l'Etat est l'expression politique du pouvoir de la classe qui détient les moyens de production et est un instrument de domination d'une classe sur l'autre ; le droit codifie le type d'appropriation des moyens de production par une classe déterminée ; les idées dominantes sont celles de la classe dominantes.

Toute société est traversée par des antagonismes de classes. Dans la société capitaliste, la détention des moyens de production permet à une classe, la bourgeoisie capitaliste, d'en exploiter une autre, le prolétariat (aliénation du travailleur) ; la compression des salaires provoque des crises de surproduction. Les contradictions du mode de production bourgeois provoqueront à terme sa disparition, et le développement d'un autre mode de production. Au capitalisme succédera ainsi le communisme.

9. La science économique se doit de résoudre quatre problèmes fondamentaux et interdépendants posés à toute société :

- que produire et combien ?
- comment produire ?
- pour qui produire ?
- qui prend les décisions ?

Un système économique s'articule autour de deux éléments : les agents décideurs et un mécanisme de coordination. Dans nos économies, ce sont les MARCHES qui jouent le rôle de coordinateur. Les ménages, qui cherchent à maximiser leur satisfaction, demandent des biens et des services aux entreprises ; celles-ci, à la recherche du profit maximum, vont produire les biens et les services désirés en utilisant les combinaisons de facteurs les moins coûteuses, en évitant tout gaspillage des ressources. C'est par le biais des prix que les décisions des agents sont coordonnées sur les marchés.

D'autres formes de mécanismes coordinateurs sont envisageables (et existent), telle que la planification, c'est-à-dire la coordination par directives.

10. Si l'application pure et simple des « lois du marché » (la main invisible) conduit à l'efficacité, le système n'en génère pas moins des inégalités. Pour beaucoup, le marché serait une jungle, un univers impitoyable, où règne la loi des plus forts. Dès lors, nos démocraties se sont tournées vers un système d'économie MIXTE, c'est-à-dire mêlant libre marché et réglementation. En fait, l'Etat intervient en tant qu'agent décideur pour corriger les effets pervers du marché, suivant en cela les principes développés par l'économiste John Maynard KEYNES en 1936.

L'Etat se doit ainsi de mettre en place un arsenal de politiques économiques pour protéger les plus faibles de ses citoyens, et prévenir les crises économiques, sources d'inflation et/ou de chômage; il doit également soutenir la croissance économique dans la stabilité.

Le concept de l'Etat-Providence a soulevé de nombreuses critiques, relatives à son inefficacité. John Rawls a bien tenté de fonder théoriquement l'Etat-Providence : les libertés priment par-dessus tout, et les inégalités « illégitimes » doivent faire l'objet d'aménagement ; l'Etat doit instaurer « l'égalité des chances », et les aménagements doivent profiter aux plus défavorisés. Cette théorie a été dénoncée par les libéraux et les libertariens ; l'idée d'égalité induit en effet une question fondamentale : égalité de quoi ?, à propos de laquelle le débat est loin d'être clos.

**QUESTIONS DE REVISION ET PROBLEMES.**

QCM (une seule réponse correcte par question)<sup>75</sup>

1. Le problème économique se pose en raison
  - a) du fonctionnement des marchés
  - b) de l'égoïsme des individus
  - c) de la main invisible
  - d) de la rareté.
  
2. La rareté
  - a) n'existe que dans les économies peu industrialisées
  - b) disparaîtra à coup sûr avec la croissance des techniques
  - c) persistera aussi longtemps que les ressources seront disponibles en quantité limitée
  - d) n'existerait pas si l'Etat n'intervenait pas dans le système économique.
  
3. La FPP montre que :
  - a) le sous emploi (chômage) est inévitable
  - b) l'Etat doit intervenir pour atteindre le plein emploi
  - c) en situation de plein emploi, il faut augmenter la production d'un bien pour pouvoir augmenter celle d'un autre bien
  - d) en situation de plein emploi, il faut diminuer la production d'un bien pour pouvoir augmenter celle d'un autre bien
  
4. La FPP concerne
  - a) tous les pays
  - b) les pays pauvres
  - c) les pays riches
  - d) les pays à économie planifiée
  
5. Pour construire une FPP, il suffit de connaître :
  - a) la quantité de ressources disponibles dans l'économie
  - b) le prix des biens
  - c) le type de système économique (de marché ou planifié)
  - d) les techniques de production
  
6. Un déplacement vers la droite de la FPP peut s'expliquer comme suit :
  - a) l'économie était en sous-emploi avant le déplacement de la courbe
  - b) la quantité des ressources disponibles a augmenté
  - c) l'économie avait atteint le plein-emploi avant le déplacement de la courbe
  - d) les consommateurs dépensent plus

---

<sup>75</sup> Les QCM sont inspirés et adaptés de l'ouvrage : « questions à choix multiples d'économie politique », A-M. de Kerchove et T. Geels, éd. De Boeck Université, 2<sup>ème</sup> édition, 1994.

Questions : (\* facile, \*\* moyen, \*\*\* assez difficile, ☹ difficile)

1. Les questions suivantes sont-elles positives ou normatives ? Expliquez et argumentez.
- a) la guerre du Golfe en 1990 a élevé le prix du pétrole, ce qui a entraîné une baisse de la consommation d'essence ;
  - b) des taux d'imposition plus bas incitent à travailler plus ;
  - c) les pauvres ne devraient pas payer d'impôts ;
  - d) il faut taxer les industries qui polluent ;
  - e) une taxe sur le tabac limiterait sa consommation ;
  - f) le gouvernement devrait obliger les chômeurs indemnisés à chercher du travail.

Si vous étiez premier ministre, attacheriez-vous plus d'importance aux opinions positives ou aux opinions normatives de vos conseillers économiques ? Pourquoi ? (\*)

2. Expliquez succinctement le rôle du marché dans notre système économique libéral. (\*)

3. Qu'appelle-t-on « économie planifiée » ? Quels sont en général ses défauts ? (\*)

4. J'ai écrit à la page 23 : « La production est ainsi orientée vers les biens et les services les plus « utiles » aux consommateurs (...) ». Des entreprises produisent des armes, des chars, des avions de combat ... N'est-ce pas paradoxal ? En quoi ces biens peuvent-ils être qualifiés d'« utiles » aux consommateurs ? (\*\*\*)

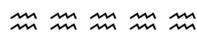
5. Définissez la notion de FPP. Que nous enseigne la FPP ? Quels sont les facteurs qui déplacent cette courbe vers la droite ? Un tel déplacement signifie-t-il automatiquement plus d'emplois ? Pourquoi ? (\*\*)

6. Un pays produit deux biens, des ordinateurs et des biscuits. Construisez graphiquement sa FPP. Supposez maintenant une découverte technologique majeure qui affecte positivement la fabrication des ordinateurs. Que devient votre courbe ? Cela signifie-t-il que l'économie va effectivement produire plus d'ordinateurs ? Justifiez votre réponse. (\*\*)

7. Dans notre système économique, quels sont les rôles dévolus à l'Etat ? Explicitez. (\*\*)

8. Lisez d'abord la chronique de Jacques ATTALI ci-dessus. Qu'entend-on par « Etat-Providence » ? Synthétisez en quelques idées le débat actuel au sujet de son rôle et de ses limites. Parmi les principes de philosophie politique que nous avons développés, le(s)quel(s) vous semblent avoir influence notre système d'Etat-providence ? Argumentez. (\*\*\*)

9. Discutez du texte « la social-démocratie » d'ATTALI. Quelles sont les bases théoriques qui vous permettent d'analyser ce texte ? Donnez un avis critique argumenté. (\*\*\*)



Réponses au QCM : 1) d ; 2) c ; 3) d ; 4) a ; 5) a ; 6) b.